



## ÉVALUATION DE L'ASSISTANCE HUMANITAIRE ET DE LA SITUATION DES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS VIVANT AU CAMEROUN

Juillet 2013



# LES PARTENAIRES SUIVANTS ONT PARTICIPÉ À LA PRÉSENTE EVALUATION

## AU NIVEAU DU GOUVERNEMENT (MINEPAT)

NAMA Philomène, Chef Service des projets et de la Coopération avec les Organismes de développement au MINEPAT, Délégation régionale de l'Est.

## AU NIVEAU DU PAM

ONAMBELE Guy Armand, Consultant  
NJILIE YAP Francis, Point focal VAM  
ADAMOUE Apolinaire, Chef sous-bureau Bertoua

## AU NIVEAU DU HCR

ENOKA BAGNEM Joël, Point focal JAM  
MAHMOUDOU Ben-Bello, Community Services Assistant  
MOHAMADOU SAIDOU Bah, Community Services Assistant

# SOMMAIRE

Liste des figures .....	4
Liste des tableaux.....	4
Liste des sigles et abréviations .....	5
RÉSUMÉ EXECUTIVE Lien .....	6
CONTEXTE .....	7
METHODOLOGIE .....	8
LIMITES .....	9
2. PRINCIPAUX RÉSULTATS .....	10
2.1 Nutrition .....	10
2.2. Sécurité alimentaire .....	12
Disponibilité.....	12
Accessibilité .....	13
Consommation alimentaire et diète.....	16
Chocs, stratégies et capacité de résilience .....	18
Sécurité alimentaire des ménages .....	20
3. CHANGEMENTS ET CONTRAINTES .....	21
Démographie.....	21
Education .....	21
Santé .....	22
Eau, hygiène et assainissement .....	22
Economie .....	23
Agriculture .....	25
Elevage .....	26
Social et protection.....	27
Interdépendances entre les interventions .....	28
Coordination .....	28
Environnement .....	29
Genre .....	29
Priorités .....	29
4. CONCLUSION .....	30
5. RECOMMANDATIONS .....	31
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	32

# LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation des réfugiés centrafricains au Cameroun.....	7
Figure 2 : Les départements des régions de l'Est et Adamaoua.....	12
Graphique 1 : L'évolution de la MAG dans les régions de l'Est et l'Adamaoua de 2008 à 2012 (JAM 2013, Analyse de données secondaires) .....	10
Graphique 2 : Contribution des sources des aliments consommés par les ménages (JAM 2013) .....	13
Graphique 3 : Structure des dépenses des ménages selon les groupes en étude (JAM 2013).....	14
Graphique 4 : Répartition (%) des ménages selon leur dépendance au marché .....	14
Graphique 5 : Groupes de consommation alimentaire (JAM 2013).....	16
Graphique 6 : Fréquences de consommation des aliments riches en micronutriments (JAM 2013) .....	17
Graphique 7 : Stratégies habituellement utilisées pour répondre aux chocs alimentaires (JAM 2013) .....	19
Graphique 8 : Répartition des ménages selon les groupes de sécurité alimentaire .....	20
Graphique 9 : Répartition (%) des groupes des moyens d'existence selon les groupes de l'étude .....	24
Graphique 10 : Pourcentage (%) des ménages réfugiés et autochtones pratiquant l'agriculture ou l'élevage. ....	25
Graphique 11 : Principales priorités actuelles des ménages hôtes et réfugiés enquêtés (JAM 2013) .....	29

# LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Effectif de la population enquêtée lors les entretiens communautaires .....	8
Tableau 2 : Statistiques sur les cas de MAM déclarées dans le Programme de supplémentation nutritionnelle (SFP) (avril-mai 2013) à l'Est et Adamaoua.....	11
Tableau 3 : Estimation du coût du panier de la ménagère à l'Est pour une personne. ....	15
Tableau 4 : Fréquence de consommation alimentaire sur les sept jours avant l'enquête .....	17
Tableau 5 : Indice des stratégies de survie (réduit) suivant les groupes d'intérêt .....	18
Tableau 6 : Modèle de construction des classes de sécurité alimentaire .....	20
Tableau 7 : Effectif des réfugiés centrafricains enregistrés jusqu'au 31 décembre 2012 par le HCR. ....	21
Tableau 8 : Matrice du plan d'action .....	32

# LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AGDM	Age, Gender, Diversity and Mainstreaming
AHA	African Humanitarian Action
APE	Association des Parents d'Elèves
ASAD	Association pour l'Appui au Développement
CFSVA	Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis
DRSP	Délégation Régionale de la Santé Publique
ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
EDS-MICS	Enquête Démographique de Santé et à Indicateurs Multiples
EMOP	Emergency Operation
ERSA	Enquête Rapide sur la Sécurité Alimentaire
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FICR	Fédération Internationale de la Croix Rouge
FFA	Food For Asset
IMC	International Medical Corps
JAM	Joint Assessment Mission
MAG	Malnutrition Aigüe Globale
MAM	Malnutrition Aigüe Modérée
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEPAT	Ministère de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRRO	Protracted Relief and Recovery Operation
RCA	République Centrafricaine
SFP	Supplementary Feeding Program
SIDA	Syndrome de l'Immunodéficience Acquis
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
SNU	Système des Nations Unies
SUN	Scaling Up Nutrition
TFD	Targeted Food Distribution
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
VCF	Vivres Contre Formation
VCT	Vivres Contre Travail
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

# MESSAGES CLES

## Malnutrition: situation nutritionnelle alarmante chez les enfants de moins de 5 ans du groupe des anciens réfugiés

Les différentes enquêtes nutritionnelles (SMART et EDS-MICS) réalisées entre 2008 et 2012 montrent des prévalences de la malnutrition aigüe globale stables et faibles chez les populations locales et très alarmantes chez les anciens réfugiés (7.2% en 2008 et 15.8% en 2012).

## Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire : les nouveaux réfugiés plus touchés par l'insécurité alimentaire sévère

Pour tous les groupes enquêtés, la majorité des aliments consommés provient du marché (77%). Les autres sources de provenance des aliments variant ensuite d'un groupe à l'autre :

- Pour les nouveaux réfugiés, l'assistance alimentaire constitue la deuxième source d'aliment (10 %)
- La production agricole constitue la deuxième source d'aliment pour les anciens réfugiés (14 %) suivie par l'assistance alimentaire (3 %);
- Chez la population locale, l'autoproduction est la seconde source (19 %).

En ce qui concerne **les dépenses alimentaires**, elles sont **plus importantes pour les nouveaux réfugiés (31% des ménages)** qui profitent moins de la production que les autres groupes car ayant moins d'accès à la terre.

Au niveau de la consommation, plus de 90 % des ménages d'anciens réfugiés et de la population locale ont un score de consommation alimentaire (SCA) acceptable. Cependant, seulement 39 % des nouveaux réfugiés ont un SCA acceptable. Cela est dû à une alimentation peu équilibrée composée essentiellement de tubercules, de céréales et de légumes feuilles.

Malgré une consommation alimentaire acceptable pour les anciens réfugiés et la population hôte, trois quarts des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire dont **57 % en insécurité alimentaire légère, 16% en insécurité alimentaire modérée et 3 % en insécurité alimentaire sévère. Les cas d'insécurité alimentaire sévère les plus importants sont observés chez les nouveaux réfugiés (8 %)** qui combinent une mauvaise consommation alimentaire à des stratégies de survie d'urgence comme la mendicité pour se nourrir, la réduction du nombre de repas et la consommation d'aliments moins préférés.

## Pourquoi ces groupes sont en insécurité alimentaire ?

### • Forte dépendance au marché

Le marché constitue la principale source de nourriture pour les réfugiés en particulier pour les nouveaux. 49 % d'entre eux affectent au minimum 65 % de leurs dépenses à l'achat de nourriture.

### • Sources de revenu précaires

Les sources de revenu principales pour les anciens et nouveaux réfugiés tournent autour de la vente du bois, de la main d'oeuvre agricole et du petit commerce. Plus de la moitié des ménages en insécurité alimentaire dépendent fortement de ces sources de revenus précaires et saisonnières.

### • Faible accès à la terre

Les réfugiés ont un accès très limité à la terre pour pouvoir cultiver: 86 % des nouveaux réfugiés et 24 % des anciens réfugiés n'ont pas cultivé durant la saison agricole en cours (2013-2014). Cette situation les rend fortement dépendants du marché et de l'assistance pour se nourrir. 38 % des ménages qui n'ont pas pu cultiver durant la saison agricole 2012/2013 sont en insécurité alimentaire sévère ou modérée alors que seulement 6 % de ceux qui ont pu cultiver sont en insécurité alimentaire. Il est également à noter, l'insuffisance des semences de qualité et les outils et techniques agraires encore rudimentaires.

# CONTEXTE

Le Cameroun a accueilli sur sa façade Est depuis le début des années 2000, des populations qui fuyaient les exactions liées aux troubles sociopolitiques en République Centrafricaine (CAR). A la fin de l'année 2012, la situation sécuritaire en République Centrafricaine s'est dégradée suite à une nouvelle crise politique et des troubles sociaux. En mars 2013, après l'occupation de Bangui par la SELEKA, le HCR a enregistré l'arrivée de plus de 1000 nouveaux réfugiés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, qui accueilleraient déjà 87.000 réfugiés centrafricains disséminés dans plusieurs villages dont quelques-uns sont représentés sur la carte ci-dessous.

Depuis l'arrivée des premiers réfugiés, le gouvernement camerounais et ses partenaires leur octroient une assistance humanitaire, alimentaire et nutritionnelle.

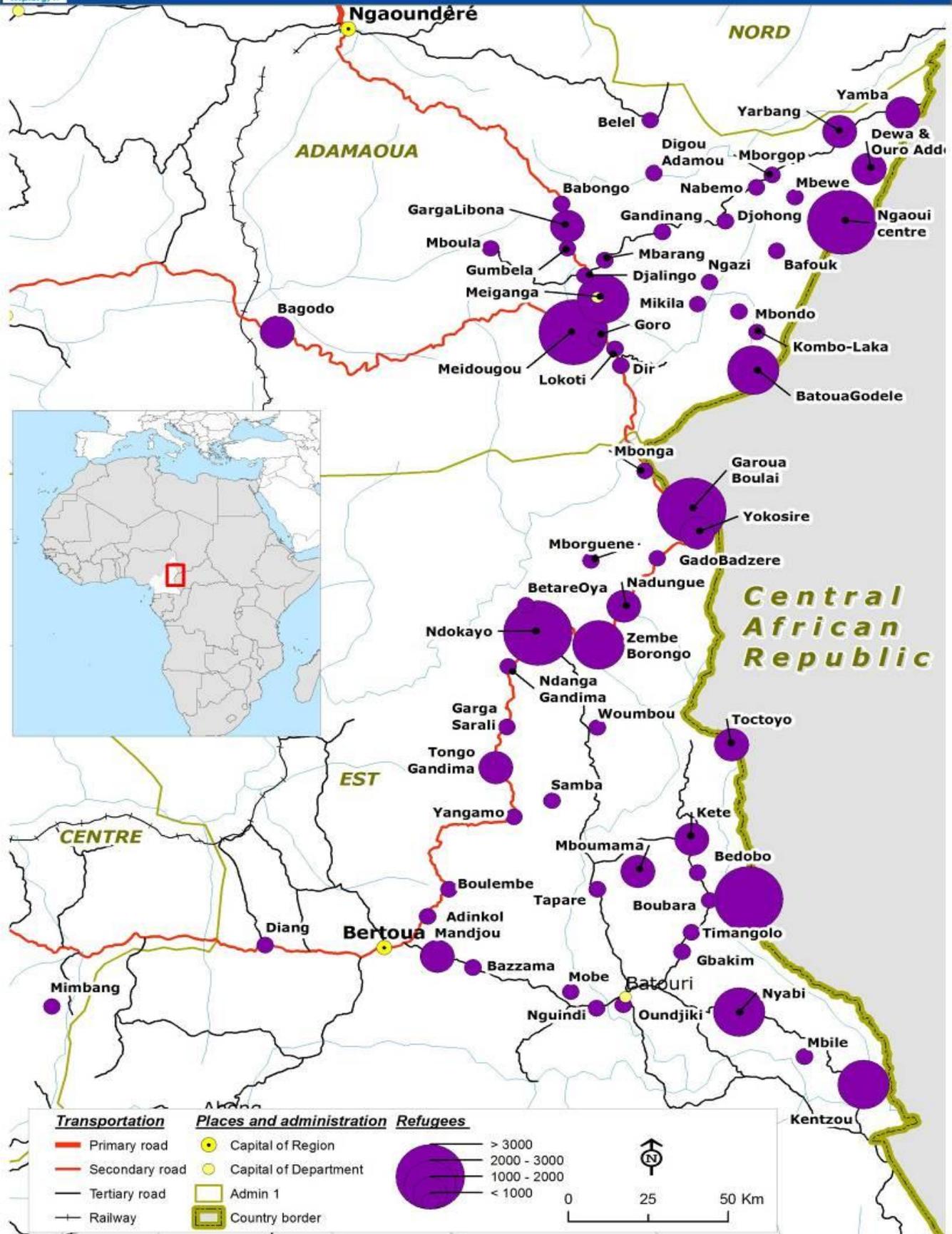
En effet, de 2007 à 2010, les réfugiés ont bénéficié d'une assistance alimentaire et nutritionnelle du PAM, ainsi que d'autres formes d'assistance des agences sœurs du Système des Nations Unies (UNHCR, UNICEF, UNFPA), du Gouvernement camerounais, des partenaires de mise en œuvre (FICR, CRC, CRE, MSF, IMC, IRD, PU, Plan International, Care International, BASC-Caritas, AHA). Diverses évaluations réalisées dans ces régions jusqu'en 2010 ont globalement conclu à une amélioration progressive de la situation alimentaire et nutritionnelle des personnes assistées. Suite aux recommandations émanant des dites évaluations et à la demande du Gouvernement, le PAM Cameroun a initié une Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (PRRO 200053) pour une période initiale de 2 ans (janvier 2011 à décembre 2012). Cette intervention s'est poursuivie et prendra fin en septembre 2013. Compte tenu de la situation sociale encore tendue en RCA, eu égard à la crise sociopolitique survenue entre décembre 2012 et mars 2013, un retour des réfugiés centrafricains dans leur pays d'origine n'est pas objectivement envisageable à court terme alors que les réfugiés ne cessent d'affluer.

Par ailleurs, malgré les efforts accomplis pour améliorer les conditions de vie des communautés de l'Est et de l'Adamaoua, les indicateurs micro et macroéconomiques demeurent médiocres par rapport au reste du pays, traduisant ainsi une précarité latente des populations (hôtes et réfugiés) qui y résident. Afin d'opérer des réajustements qui s'imposent pour mieux venir en aide aux plus nécessiteux, le PAM, le HCR et le gouvernement du Cameroun ont entrepris, du 4 au 12 juin 2013, la présente évaluation afin de compléter les informations disponibles et produire les éléments qui pourraient soutenir les

appuis ultérieurs au profit des réfugiés centrafricains et populations hôtes qui cohabitent dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua. De façon spécifique, cette évaluation visait à résumer les conclusions et les analyses sur la sécurité alimentaire, à décrire les changements perçus dans la situation générale des réfugiés et de la population hôte, à souligner les interdépendances entre les différentes interventions sur le terrain et à formuler des recommandations ainsi que des actions à mettre en œuvre par le Gouvernement, le PAM, le HCR et les autres partenaires pour assurer la sécurité alimentaire et à l'auto-suffisance des groupes les plus vulnérables.



# CENTRAL AFRICAN REFUGEES SITES IN CAMEROON (JAM 2013)



# METHODOLOGIE

Cette évaluation repose d'abord sur une analyse des données secondaires tirées des études antérieures qui ont été faites dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua.

Afin de toucher les groupes réfugiés centrafricains d'intérêt pour cette évaluation (anciens réfugiés centrafricains, nouveaux réfugiés centrafricains et population hôte), les sites et villages de l'échantillon ont été sélectionnés de manière raisonnée. Outre leur position comme porte d'entrée potentielle de nouveaux réfugiés, l'importance démographique et la catégorisation du HCR selon la dotation en infrastructures sociocommunautaires (centre de santé, hôpital, forage, école), ont guidé le choix des sites ou villages enquêtés. C'est ainsi que les sites de catégorie 0, I, II ou III<sup>1</sup> ont été pris en compte pour permettre éventuellement de faire ressortir des différences entre leurs populations.

Les données quantitatives ont été collectées grâce à un questionnaire administré à un échantillon de ménages choisis au hasard dans les villages. Le questionnaire ménage comportait plusieurs sections, notamment la démographie, l'agriculture, l'élevage, les dépenses, la consommation alimentaire, les sources d'aliments et de revenus, les chocs et les stratégies de résilience. Au total 156 ménages ont été enquêtés dans 13 villages de l'Adamaoua et de l'Est ; soient 53 ménages d'anciens réfugiés, 51 ménages de nouveaux réfugiés et 52 ménages de la population hôte. En moyenne 4 ménages ont été enquêtés dans chaque village auprès des anciens réfugiés et de la population hôte. Les ménages de nouveaux réfugiés ont, pour la plupart, été enquêtés au site de Nandougué (45 au total).

Les données qualitatives ont été recueillies auprès de 547 personnes (autorités locales, gestionnaires de site, partenaires de mise en œuvre, représentants des populations) souvent constituées en groupes, au moyen d'un guide d'entretien. Six<sup>2</sup> entretiens communautaires ont été animés dans les villages visités en regroupant les participants par sexe dans chaque groupe d'intérêt, à l'exception du site de Nandougué où en plus, un entretien de groupe a réuni spécifiquement les jeunes. Dans chaque village, au moins 24 personnes ont pris part aux entretiens de groupe.

## Echantillon de l'enquête

	%	Effectif enquêté
<b>Groupe de population</b>		
Anciens réfugiés	34,0	53
Nouveaux réfugiés	32,7	51
Autochtones	33,3	52
<b>Région</b>		
Adamaoua	24,4	38
Est	75,6	118
<b>Département</b>		
Mbéré	24,4	38
Lom et Djerem	44,9	70
Kadey	30,8	48
<b>Site de regroupement</b>		
Batoua-Godole	7,7	12
Garoua-Boulai	6,4	10
Gbiti	14,7	23
Kentzou	5,1	8
Kwele	4,5	7
Mbile	6,4	10
Mborguene village	4,5	7
Nandougué	34,0	53
Ngaoui	12,8	20
Ngazi	3,8	6

1. Les villages de catégorie 0 ne disposent d'aucune infrastructure sociocommunautaire (forage, dispensaires, école, appui pour activités agricole). Dans les villages de catégorie III, on retrouve toutes les infrastructures considérées dans la catégorisation. Les villages des catégories intermédiaires I et II ont été dotés d'une partie de ces infrastructures.

2. Groupe nouveaux réfugiés hommes, Groupe nouvelles réfugiées femmes, Groupe anciens réfugiés hommes, Groupe anciennes réfugiées femmes, Groupe population hôte hommes, Groupe population hôte femmes.

## LIMITES DE L'ENQUETE

L'échantillon de l'étude n'est pas représentatif et les résultats ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble des réfugiés ou de la population hôte. Toutefois, les entretiens communautaires regroupant toutes les sensibilités permettent de comprendre les tendances des données produites. De plus, l'approche utilisée a permis d'atteindre les plus petits sites d'habitation qui n'auraient pas pu être tirés dans un procédé d'échantillonnage aléatoire.

Les résultats sur les nouveaux réfugiés traduisent davantage la situation au site de Nandoungué car ailleurs, ceux-ci étaient difficilement localisables physiquement parce qu'intégrés dans les communautés.

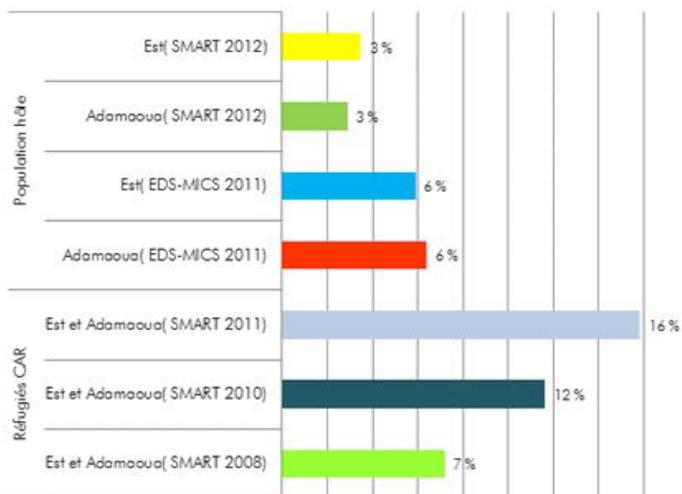
## 2. PRINCIPAUX RÉSULTATS

### 2.1 Nutrition

De l'analyse des données secondaires, il ressort que la prévalence de la malnutrition dans l'Adamaoua et l'Est du Cameroun est élevée. Elle touche toutes les couches de la population, en particulier les enfants de 6-59 mois, les femmes enceintes et allaitantes qui sont en effet les plus vulnérables. En effet, outre les enfants de moins de 5 ans qui en souffrent (33 % de malnutrition chronique et 14 % sous la forme sévère) dans les deux régions<sup>3</sup>, les personnes vivant avec le VIH (PVIH) constituent une catégorie de population qui présente un taux de dénutrition préoccupant (14,1 % de PVIH sous traitement ARV sont dénutries<sup>4</sup>). Par ailleurs, l'enquête SMART 2010 révèle un taux de prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) de 12 % chez les réfugiés centrafricains de l'Est et de l'Adamaoua (Graphique 1). La même enquête indique une prévalence de maigreur et de maigreur extrême chez les femmes (respectivement 54,5 % et 11,3 %) ainsi qu'un taux de prévalence de l'anémie à 48,1% et de mortalité de 0,62 décès/10000 personnes/jour. Sur la même cible, l'enquête SMART 2011 a indiqué un taux de MAG de 16 % dans ces deux régions, ce qui dépasse le seuil « critique » (15 %) défini par l'OMS.

La mission a observé des signes de malnutrition (insuffisance pondérale, retard de croissance) dans certains villages visités. Le PAM, l'UNICEF et le HCR mettent en œuvre des programmes complémentaires de lutte contre la malnutrition à travers des partenaires opérationnels tels que la DRSP (Délégation Régionale de la Santé Publique), ASAD (Association pour l'Appui au Développement) AHA (African Humanitarian Action), FICR (Fédération Internationale de la Croix Rouge), IMC (International Medical Corps). Ces ONG et Associations partenaires mènent le dépistage de la malnutrition en stratégie avancée dans leurs zones respectives d'intervention. Elles animent des séances de sensibilisation pour la lutte contre la malnutrition dans les communautés et organisent des séances de démonstrations culinaires. Elles appuient des formations sanitaires sur le suivi des personnes dépistées malnutries, supervisent le respect du protocole national de nutrition.

De 2008 à 2012, le suivi de la nutrition dans les deux régions à travers les enquêtes SMART et EDS-MICS n'a pas toujours ciblé à la fois les populations hôtes et réfugiées (voir graphique 1). De plus, ces enquêtes ont été



Graphique 1 : L'évolution de la MAG dans les régions de l'Est et l'Adamaoua de 2008 à 2012 (JAM 2013, Analyse de données secondaires)

menées soit en période de récolte et d'abondance, soit en période de soudure, ce qui ne permet pas une comparaison objective et diachronique des taux de prévalence dans les deux populations au fil des années. Toutefois, les résultats obtenus lors des différentes enquêtes de 2008 à 2012, révèlent quelques problèmes de la malnutrition tant chez les réfugiés que les populations hôtes.

Les activités de prévention et de traitement de la malnutrition du PAM sont mises en œuvre dans l'Adamaoua par la DRSP-ADA avec l'appui de l'ONG internationale IMC (DS Tibati, DS Meiganga et DS Djohong). A l'Est, c'est la DRSP-Est (DS Batouri, DS Kette, DS Betare Oya, DS Ndelele, DS Garoua Boulai) et l'ONG nationale ASAD (DS Bertoua) qui en ont la charge. L'activité SASNIM (semaine d'actions de santé, de nutrition infantile et maternelle) organisée par le MINSANTE au cours des mois d'avril et de mai 2013 a permis une forte mobilisation communautaire dans les zones d'installation des réfugiés centrafricains.

3. UNICEF, MSP, EDS-MICS 2011, pp. 159-161

4. Etude du profil de vulnérabilité alimentaire des ménages des PVIH sous ARV au Cameroun en (2011)

A cette occasion, le personnel du MINSANTE (chefs des centres de santé et agents communautaires) et les partenaires de mise en œuvre ont effectué un dépistage sur 21037 personnes issues des groupes les plus vulnérables de la population (enfants de 6 à 59 mois, femmes enceintes et femmes allaitantes). Les rapports provenant des Centres de Santé ayant effectué des dépistages pendant la SASNIM montrent que 3076 enfants, femmes enceintes et femmes allaitantes ont été déclarés malnutris suivant le détail présenté dans le tableau 1 ci-dessous. En application du Protocole National de la Prise en charge de la MAM du Cameroun, ces personnes ont été enregistrées dans le SFP dans le CNA le plus proche de leur lieu d'habitation.

De janvier à mai 2013, un total de 10 409 enfants, femmes enceintes et femmes allaitantes souffrant de malnutrition aigüe modérée ont reçu des suppléments nutritionnels du PAM et environ 150 mt de supplément nutritionnel (Supplementary Plumpy, Supercereal, huile végétale enrichie et sucre) ont été déposées dans les 72 centres de santé gouvernementaux opérationnels des régions de l'Adamaoua et de l'Est. Bien que 3026 cas du programme aient été déclarés guéris au cours de cette période, les données ci-dessus indiquent que la malnutrition aigüe modérée reste préoccupante dans ces régions. En outre, l'ONG IMC accompagne le développement de champs communautaires au profit des femmes malnutries et des femmes ayant des enfants malnutris. Chaque champ regroupe 24 femmes dont 75% sont des réfugiées et 25% sont issues de la population hôte. En 2013, IMC a accompagné la réalisation de 10 champs dans le district de Djohong et 5 champs à Meïganga. L'approche des foyers communautaires est en

cours d'expérimentation dans deux villages du district de Djohong (approche par déviance positive). Elle consiste à enseigner aux mères d'enfants malnutris des recettes culinaires ayant un apport calorifique qui dépasse les besoins journaliers de l'enfant. Si la phase pilote est concluante, la démarche sera étendue dans tout le district de santé de Djohong.

Malgré l'effectivité de telles activités, les populations de certains villages éloignés sont privées des activités de prise en charge de la malnutrition aigüe modérée du fait de leur éloignement des centres de santé. C'est le cas notamment des villages Beke-Chantier et Al Hamdou que la mission a visités et qui sont situés respectivement à 13 et 18 km du centre de santé le plus proche.

Tableau 1 : Statistiques sur les cas de MAM déclarés dans le Programme nutritionnel (Supplementary Feeding Programme) (avril-mai 2013) à l'Est et Adamaoua.

		6-59 mois			Femmes			Grand total
		Garçons	Filles	Total	enceintes	allaitantes	Total	
Réfugiés centrafricains	dénutries	110	93	203	46	168	214	417
	dépistés	1209	1202	2411	612	925	1537	3948
Population hôte	dénutries	676	777	1453	396	810	1206	2659
	dépistés	4245	4371	8616	3566	4907	8473	17089

Source : Rapports mensuels des partenaires de mise en œuvre

## 2.2. Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire fait référence à la disponibilité des aliments dans une zone donnée (production locale, importations, aide alimentaire,..), à l'accessibilité des denrées par les ménages (prix et pouvoir d'achat, production propre, échanges, dons...) et à leur utilisation individuelle en termes de préparation des aliments et l'absorption des nutriments.

### Disponibilité

De façon générale, la production agricole et pastorale de l'Est et de l'Adamaoua n'est pas équitablement répartie au sein de leurs départements. Elle a connu une stagnation au cours des dernières années. Les départements du Mbéré (Adamaoua), de la Kadey et du Lom et Djerem (Est) qui produisent le moins abritent également l'essentiel de la communauté de réfugiés. A l'Est, l'essentiel de la production agricole qui est issue des zones forestières (départements de la Boumba Ngoko et du Haut Nyong) reste en deçà de la demande locale<sup>5</sup>. En outre, l'enclavement de certaines zones rend difficile le transfert des denrées des zones de grande production vers celles de moindre production, ce qui limite l'approvisionnement des marchés locaux et favorise la fluctuation des prix. Dans l'Adamaoua, la production agricole provient généralement des départements de la région, autres que le Mbéré où sont cultivés le maïs et le sorgho.

Les tubercules (manioc, igname, patate, macabo) sont les principales denrées cultivées dans ces deux régions. Les productions de céréales et les légumineuses y sont insuffisantes par rapport aux besoins des populations. Le maïs cultivé est souvent vendu bord champ tout comme l'arachide produite dont une infime quantité est consommée par les ménages. Dans les villages à faible densité d'activités économiques, les protéines animales telles que la viande rouge (bœuf, mouton, chèvre) sont souvent rares. Par ailleurs, l'élevage traditionnel de la volaille est surtout destiné à la vente ou aux cérémonies familiales. Dans certains villages enclavés comme Ngazi et Al Hamdou, certains éleveurs préfèrent même vendre le gros bétail aux grossistes venus des agglomérations qu'aux populations de leur localité de résidence. En outre, dans ces villages, le poisson semble disponible les jours de marché seulement et pour la conservation, ils sont fumés ou séchés par certains ménages, comme l'ont indiqué les populations de Nandoungue et de Kentzou. Ce qui peut altérer la valeur nutritive de ces aliments. Au moment de

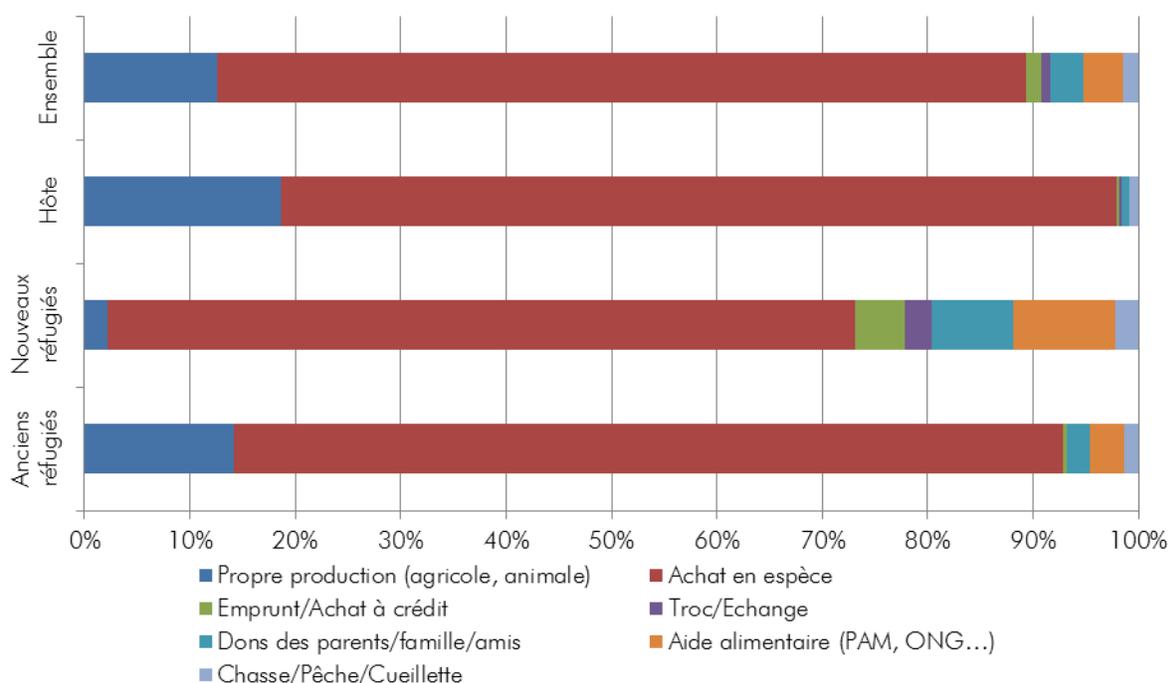
l'enquête, les nouveaux réfugiés de Nandoungue subissaient une rupture de vivres distribués par le HCR depuis trois semaines environ. Mais, une nouvelle livraison était envisagée dans les jours à venir.

L'indisponibilité des aliments dans certains villages abritant les réfugiés centrafricains est aussi liée au manque d'infrastructures commerciales. A titre d'illustration, aucun village visité ne dispose d'abri ou de hangar servant de marché, à l'exception de Batoua-Godole. Le jour du marché, les vendeurs étalent les produits vivriers à même le sol et aux abords des voies de communication. Ils ne disposent pas de magasins communautaires pour stocker leurs vivres. Outre le faible pouvoir d'achat des communautés locales, ce manque d'infrastructures pousse les agriculteurs à écouler leurs produits dans les grands marchés (Batouri, Garoua-Boulai, Meiganga, Djohong, Ngaoui) fréquentés par les grossistes qui les acheminent alors vers les centres urbains. Par ailleurs, les techniques agricoles encore rudimentaires, la quasi absence d'encadrement technique des producteurs et les difficultés d'accès à la terre fragilisent la disponibilité des denrées alimentaires dans certains villages de ces régions. De plus, les types de cultures pratiquées, les habitudes alimentaires peu variées et la gestion des stocks d'aliments constitués par les ménages, empirent encore la situation. Or, l'intégration des réfugiés dans les communautés exerçant une pression sur les ressources locales disponibles, il est urgent d'initier des mécanismes susceptibles de favoriser l'accroissement de la disponibilité alimentaire pour ces populations hôtes et réfugiées.

## Accessibilité

L'enquête confirme que les aliments consommés par les ménages interrogés proviennent essentiellement du marché qui représente globalement 77% de l'ensemble des sources d'aliments. Leur propre production (13%) et l'assistance ou les aides reçues (7%) peuvent également être mises à contribution pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Pour les réfugiés particulièrement, l'assistance alimentaire, les dons des parents ou d'amis et l'emprunt constituent des sources alternatives d'aliments, surtout pour les nouveaux réfugiés chez qui ces sources

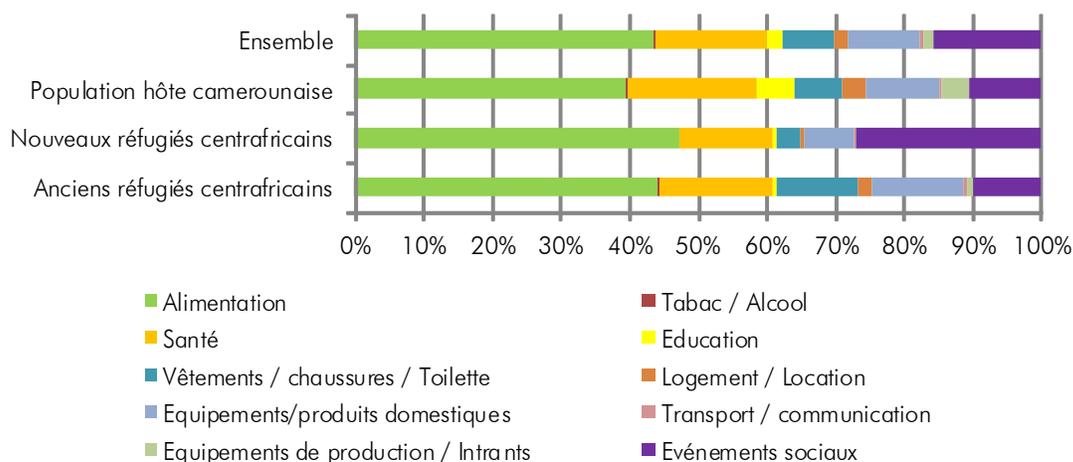
participent respectivement à hauteur de 10% ; 9% et 5% de l'ensemble des sources d'aliments comme l'indique le graphique 2 ci-dessous.



Graphique 2 : Contribution des sources des aliments consommés par les ménages (JAM 2013)

Base de l'alimentation à l'Est et dans une partie de l'Adamaoua, les tubercules (manioc, macabo) sont accessibles aux agriculteurs généralement pendant les deux (2) mois qui suivent les récoltes. Toutefois, de par son cycle végétatif, le manioc peut être consommé pendant toute l'année (parfois à l'état immature lorsque les temps sont difficiles) par les ménages qui le déterrent alors progressivement en fonction de leurs besoins. De plus, ce manioc est vendu sous forme de farine par les femmes de ces régions qui en tirent un revenu. Prisé davantage par les autochtones Gbaya de l'Adamaoua, le maïs, frais est souvent consommé pendant un mois. A travers les champs communautaires, certains ménages de ces régions tirent leurs aliments, comme par exemple à Nandoungue où certains anciens réfugiés ont tenté l'expérience et se sont partagés les

récoltes (maïs, manioc, arachide). La prépondérance du marché relevée plus haut résulte aussi du fait que les réfugiés achètent en général les aliments consommés, mais sont souvent limités par leur faible pouvoir d'achat en ce qui concerne les protéines animales et les céréales. La structure de leurs dépenses présentée sur le graphique 3 ci-dessous, montre d'ailleurs que près de la moitié (43 %) du revenu des ménages visités est, dans l'ensemble, affectée aux aliments tandis que 16 % servent aux soins médicaux et 15 % aux événements sociaux (cérémonies, funérailles, festivités). Aussi, les dépenses liées aux événements sociaux, notamment les funérailles et autres cérémonies, absorbent une part non négligeable (25,78 %) de l'ensemble des dépenses chez les nouveaux réfugiés.

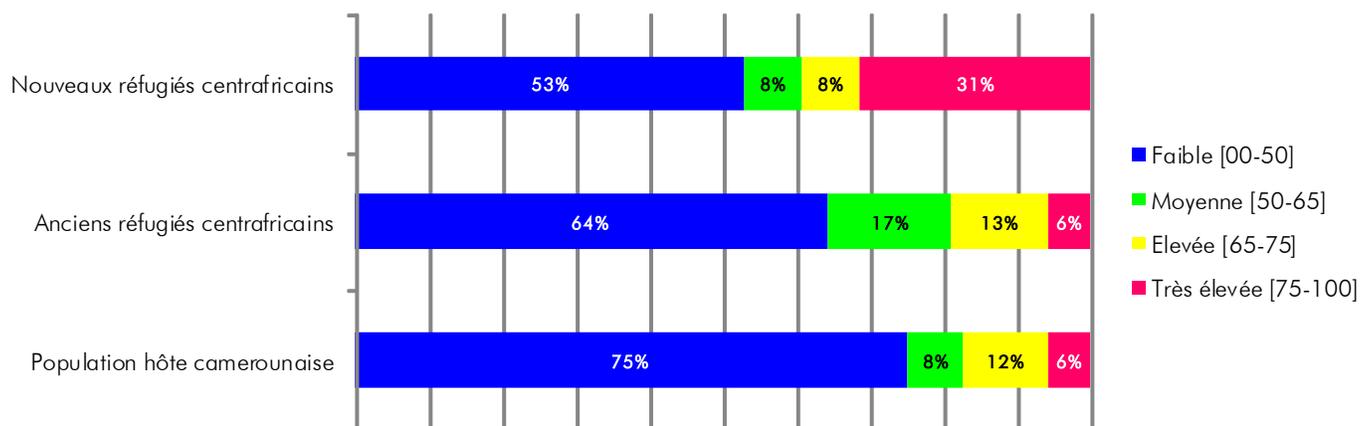


Graphique 3 : Structure des dépenses des ménages selon les groupes en étude (JAM 2013)

L'enquête montre que, chez les réfugiés enquêtés, plus de deux cinquièmes des dépenses (nouveaux : 45% ; anciens : 43%) sont destinées à l'alimentation. Par contre, au sein de la population hôte, les ménages y consacrent en moyenne 39% des dépenses, ce qui peut vouloir indiquer plus de vulnérabilité chez les réfugiés. Par ailleurs, avec une part des dépenses alimentaires supérieure à 65%, le quart des ménages enquêtés apparaissent globalement très vulnérables.

Cette couche vulnérable représente dans l'échantillon, 39% chez les nouveaux réfugiés ; 19% chez les anciens réfugiés et 17% dans la population hôte, tel qu'il apparaît dans le graphique 4 ci-après.

Graphique 4 : Répartition (%) des ménages selon leur dépendance au marché

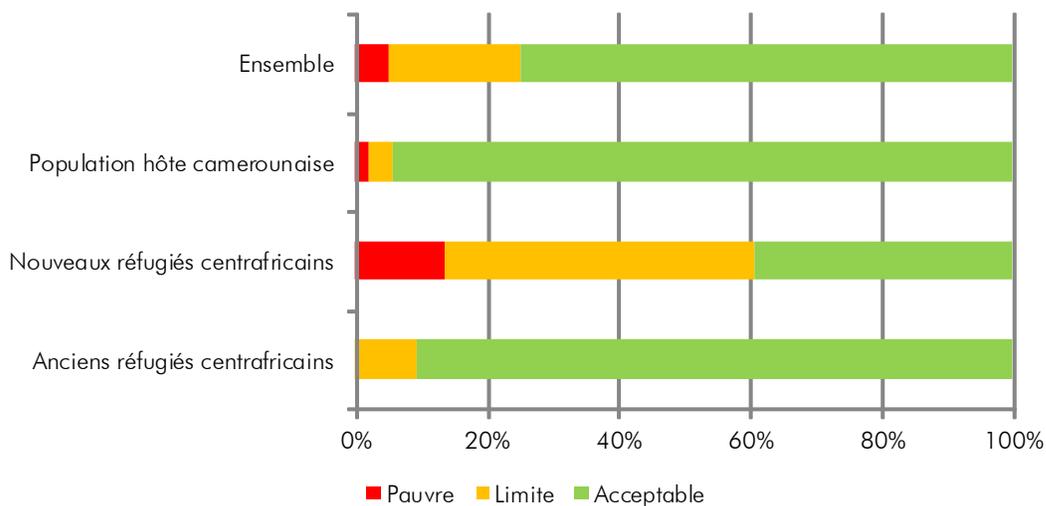


## Consommation alimentaire et diète

Sur la base de la qualité et de la fréquence des aliments consommés sur sept jours, les ménages ont été répartis en trois groupes en appliquant la méthodologie décrite en annexe. Il en ressort que trois ménages enquêtés sur quatre (75%) ont, une consommation alimentaire acceptable et 5% une consommation pauvre. Chez les nouveaux réfugiés, un peu moins de la moitié des ménages ont une consommation alimentaire limitée (47%) tandis que plus d'un dixième (14%) ont une consommation alimentaire pauvre. Dénués pour la plupart de moyens de subsistance conséquents, leur arrivée récente dans un

nouvel environnement leur impose des conditions de vie précaires. Bien que les populations hôtes et les anciens réfugiés présentent majoritairement une bonne consommation alimentaire (respectivement 94% et 91%), il demeure tout de même une frange dont la consommation alimentaire est limitée (9% chez les anciens réfugiés; et 4% dans la population hôte) comme illustré sur le graphique 5 suivant.

Graphique 5 : Groupes de consommation alimentaire (JAM 2013)



Cette consommation alimentaire cache toutefois un régime alimentaire peu varié tel qu'il a été constaté dans certains ménages visités, surtout auprès des nouveaux réfugiés. En effet, les populations hôtes et les réfugiés s'alimentent essentiellement de tubercules (manioc, igname, patate, macabo), des céréales et des légumes feuilles qu'ils préparent souvent avec de l'huile. Les aliments indispensables à une bonne constitution physique comme les protéines animales (la viande, le poisson), les légumineuses, le lait et les fruits sont quasiment du menu quotidien. Dans le meilleur des cas, ces

derniers consomment les protéines animales et les légumineuses une fois tous les sept jours, comme le montre le tableau 4 ci-dessous. Cultivée principalement dans la région de l'Est, l'arachide est consommée en général comme condiment dans la bouillie (au petit déjeuner), dans la sauce ou est réutilisée comme semences. Il est donc opportun d'inciter ces populations à cultiver et à consommer davantage des légumineuses telles que le soja ou le haricot pour enrichir leur diète.

Tableau 2: Fréquence de consommation alimentaire sur les sept jours avant l'enquête

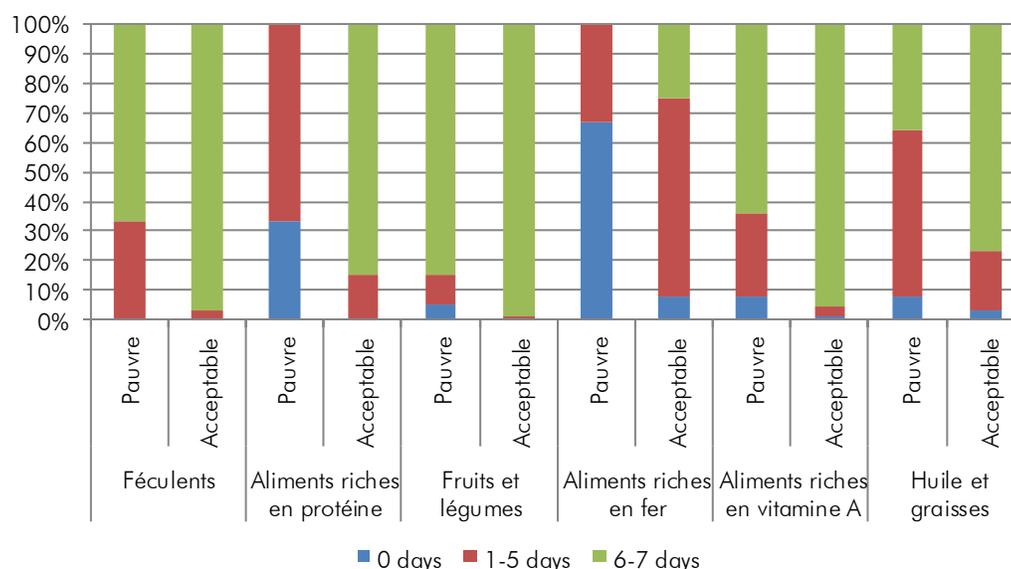
Nombre de jours de Consommation	Pauvre	Limite	Acceptable	Ensemble
Céréale, racines et tubercules	4	6	7	7
Viande, œufs, poisson	0	1	4	3
Légumineuses	0	1	3	3
Huile	3	4	6	6
Lait	0	0	3	2
Légumes feuilles	4	7	7	7
Fruits riches en vitamine A	1	1	3	2

Source: JAM 2013

Les ménages mangent en général deux fois par jour, surtout ceux qui sont démunis ou qui vont effectuer des travaux champêtres loin de leurs zones d'habitation. Les réfugiés ont déclaré vendre une partie de l'aide alimentaire ou certains articles reçus pour couvrir d'autres charges du ménage telles que la santé, l'éducation, etc... Il arrive aussi que les anciens réfugiés manifestent leur générosité à l'égard des proches qui ne disposent pas de vivres. Ces stratégies peuvent négativement influencer le statut alimentaire et nutritionnel de ceux-ci lorsqu'on sait que les rations sont calculées pour couvrir leurs besoins nets. Les ménages agricoles sont confrontés aux difficultés de stockage du vivrier récolté.

Sous un autre angle, la bonne consommation alimentaire d'une frange de ménages enquêtés laisse néanmoins entrevoir des signes d'une carence en micro-nutriments (fer, vitamine A). En effet, bien que leur consommation alimentaire soit considérée acceptable, 8% de ménages n'ont pas du tout consommé d'aliments riches en fer sur 7 jours. Il en est de même pour les aliments riches en vitamine A, même si la proportion de ménages concernés est moins importante tel qu'il apparaît sur le graphique 6 ci-dessous.

Graphique 6 : Fréquences de consommation des aliments riches en micronutriments (JAM 2013)



Dans les régions de l'Est et Adamaoua en général, et dans les localités visitées, en particulier, l'utilisation des récoltes au sein du ménage est décidée par le chef de ménage car, la plupart du temps, son exploitation agricole est la plus vaste et c'est

aussi de lui que relèvent les plus lourdes charges du ménage. Les champs des femmes servent le plus souvent à agrémenter les repas quotidiens.

## Chocs, stratégies et capacité de résilience

Au cours des six mois ayant précédé l'enquête, les ménages visités ont été confrontés à diverses difficultés qui ont perturbé leur aptitude à s'alimenter convenablement. Relativement à l'importance des chocs endurés, il s'agit principalement du manque de moyens pour faire face à la cherté de la vie (33 %), de la maladie d'un membre du ménage (26 %) et de la sous-alimentation ou du manque de nourriture (12 %). L'insécurité en RCA ou l'exil forcé (18 %), les soucis de logement (8,5 %) et d'obtention de documents de protection (6 %) sont des chocs ayant spécifiquement affecté les ménages de nouveaux réfugiés centrafricains. En traitant de manière globale les réponses associées à chaque choc, il ressort que la capacité des ménages à produire ou à acheter de la nourriture (88 %) s'est amenuisée suite à ces événements perturbateurs et que leurs effets continuent de sévir dans le vécu des ménages (76 %). Au sein des nouveaux réfugiés, le poids des chocs dont ne se sont pas encore remis les ménages est très prépondérant (92 % de l'ensemble des chocs subis).

Le manque de nourriture et/ou d'argent pour acheter de la nourriture qui résultent souvent d'un choc, ont amené les ménages enquêtés à recourir à des solutions palliatives. C'est ainsi que huit ménages sur dix ont consommé des aliments peu préférés ou peu coûteux (86 %) tandis que trois ménages sur quatre ont réduit le nombre de repas par jour (75%) ou la quantité de nourriture lors des repas (74 %).

Dans la même situation, un ménage sur trois a diminué la quantité de nourriture destinée aux adultes pour satisfaire les enfants (35 %). L'indice des stratégies de survie relativement grand (18) qui en découle, indique globalement une tendance des ménages à être stressés et à recourir à des solutions plus ou moins néfastes pour satisfaire leurs besoins alimentaires, en particulier chez les nouveaux réfugiés tels qu'illustré dans le tableau 3 ci-après. Par ailleurs, avec des indices de stratégies réduits respectivement de 16 et 26, les réfugiés des villages enquêtés apparaissent plus concernés et davantage encore les nouveaux. La situation de la plupart de ces villages à proximité de la frontière entre le Cameroun et la RCA, les troubles récents en RCA ayant impacté la vie des populations de ces villages dont les séquelles demeurent, pourraient justifier cette situation.

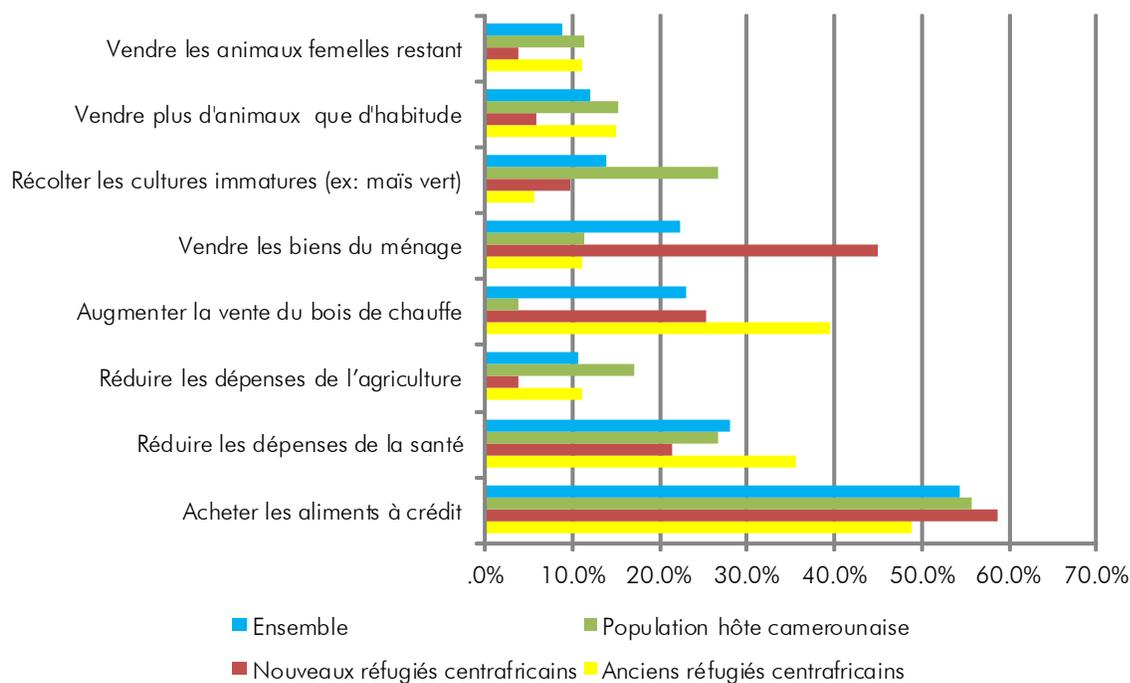
Tableau 3 : Indice des stratégies de survie (réduit) suivant les groupes d'intérêt

	Anciens réfugiés	Nouveaux réfugiés	Population hôte	Ensemble
Indice des stratégies de survie (réduit)	16,11	26,08	10,75	17,58

En fonction de la sévérité des stratégies utilisées pour faire face à un manque de nourriture ou d'argent pour en acheter, les ménages enquêtés ont été répartis en quatre groupes suivant la démarche décrite en annexe. Font partie du premier groupe, les ménages qui n'utilisent pas de stratégies susceptibles d'hypothéquer leur capacité future à réagir aux chocs. Le deuxième groupe est composé de ménages qui ont parfois recours à des solutions de stress, entres autres, l'achat d'aliments à crédit (55 %), l'emprunt ou l'aide des connaissances (50 %) ou la vente des biens non productifs du ménage (22 %) ou de plus d'animaux

que d'habitude (12 %). Les ménages du troisième groupe emploient des stratégies de crises telles que la réduction des dépenses de santé (28 %), la consommation des cultures immatures (14 %) ou la réduction des dépenses d'agriculture (11 %). Ils peuvent aussi consommer les semences destinées à la prochaine saison (8%) ou vendre des biens de production (8 %). Les ménages du quatrième et dernier groupe usent des stratégies d'urgences telles que la mendicité (2 %). Le graphique 7 ci-après récapitule certaines stratégies des ménages.

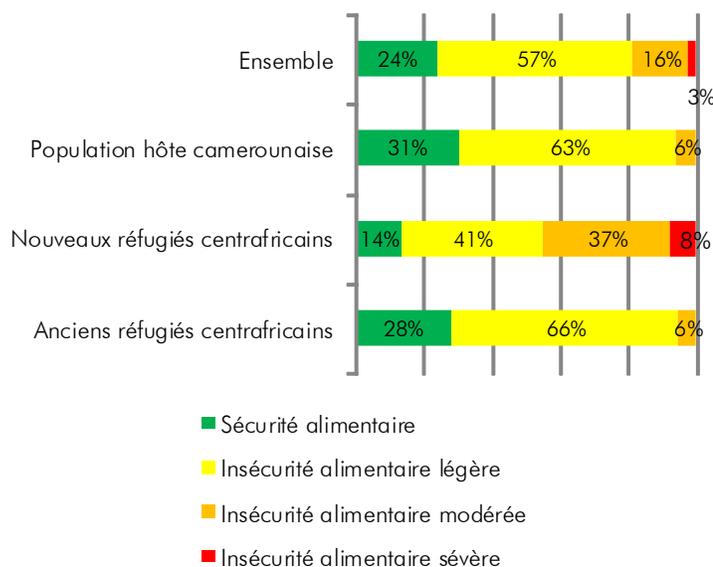
Graphique 7 : Stratégies habituellement utilisées pour répondre aux chocs alimentaires (JAM 2013)



## Sécurité alimentaire des ménages

Il en ressort que 3% des ménages de l'échantillon vivent en insécurité alimentaire sévère. Avec une consommation alimentaire pauvre, de tels ménages ne parviennent pas, non seulement à satisfaire leurs besoins alimentaires, mais sont très vulnérables car ils affectent plus du trois quart de leur revenu aux besoins alimentaires ; ce qui leur laisse peu de possibilités pour subvenir à d'autres besoins essentiels. En plus, il leur arrive d'user de stratégies d'urgence (comme la mendicité) qui sont extrêmement négatives pour faire face à un manque de nourriture. La plupart des ménages de ce groupe se trouvent au sein de nouveaux réfugiés où ils représentent 8% tel qu'illustré sur le graphique 8 ci-dessous :

Graphique 8 : Répartition des ménages selon les groupes de sécurité alimentaire



### Food Console

classification de l'insécurité alimentaire en 4 classes basée sur la moyenne simple des mesures sommaires de :

- **L'état de la consommation courant** basé sur le score de consommation alimentaire, ou une moyenne des indicateurs de consommation alimentaire sur une échelle de 4 points.
- La **capacité d'adaptation des ménages** en faisant une moyenne des indicateurs d'accès (revenu, dépense) et des indicateurs d'épuisement d'actifs placés chacun sur une échelle de 4 points.

### Conditions des ménages selon les groupes de sécurité alimentaire proposés par le PAM

Classe de Sécurité alimentaire	Conditions des ménages
Sécurité alimentaire	Capable d'assurer les besoins essentiels alimentaires et non alimentaire sans épuiser les moyens d'existence
Insécurité alimentaire légère	Dispose d'une consommation alimentaire minimale, mais incapable d'assurer certains besoins alimentaires non essentiels sans épuiser les moyens d'existence
Insécurité alimentaire modérée	Déficience de consommation alimentaire OU capacité marginale d'assurer les besoins alimentaires minimaux seulement à travers l'épuisement accéléré des moyens d'existence
Insécurité alimentaire sévère	Importante déficience de la consommation alimentaire OU perte extrême des moyens d'existence aboutissant à d'importantes déficiences de consommation alimentaire, ou pire

Dans la même lancée, les ménages en insécurité alimentaire modérée représentent 16% de l'ensemble. Ils ne peuvent pas en général satisfaire tous leurs besoins alimentaires, à moins de recourir à quelques stratégies irréversibles qui s'offrent à eux, très souvent les stratégies de crise évoquées plus haut<sup>6</sup>. Au sein des nouveaux réfugiés, un ménage sur trois est concerné (37%) et environ 6% des ménages chez les anciens réfugiés et dans la population hôte.

Les ménages en insécurité alimentaire légère quant à eux, représentent la plus grande partie aussi bien dans l'échantillon (57,1%) que dans les trois groupes d'étude (66% chez les anciens réfugiés ; 63,5% au sein de la population hôte et 41,2% chez les nouveaux réfugiés). Ceux-ci peuvent accéder au minimum acceptable en terme de consommation alimentaire sans avoir besoin d'utiliser des stratégies irréversibles mais peuvent avoir des difficultés à satisfaire leurs besoins non alimentaires. De ce fait, ils usent souvent de stratégies de stress, notamment l'achat d'aliments à crédit ou la vente des biens non productifs du ménage. Par ailleurs, le fait qu'un maximum de 65% de leurs dépenses soit consacré aux aliments traduit une relative sécurité et les démarque des couches les plus vulnérables.

Au moment de l'enquête, le quart des ménages de l'échantillon (24%) sont en sécurité alimentaire; 31% au sein de la population hôte et 28% des anciens réfugiés. Ces ménages sont capables de satisfaire tous leurs besoins essentiels sans recourir à des stratégies atypiques.

Ces résultats montrent globalement que la sécurité alimentaire des populations de l'Est et l'Adamaoua reste précaire, en particulier pour les réfugiés centrafricains, anciens et nouveaux. En effet, seulement une infime frange de cette population peut être considérée en sécurité alimentaire (presque 25% dans notre échantillon), la grande majorité se répartissant entre l'insécurité alimentaire sévère, modérée et légère.

Tableau 4 : Effectif des réfugiés centrafricains enregistrés jusqu'au 31 décembre 2012 par le HCR

Féminin						Masculin						Grand total
0-4	5-11	12-17	18-59	60 et +	Total (F)	0-4	5-11	12-17	18-59	60 et +	Total (M)	
5	11	8 237	19	999	46 123	5	11	8 063	13	1 626	41 120	87 243
829	498		560			928	856		647			

Autrement dit, le niveau ou le degré d'insécurité alimentaire semble traduire la situation globale qui repose essentiellement sur l'aptitude des ménages à faire face aux difficultés alimentaires dans l'immédiat et dans le futur. Leur permettre de développer ou renforcer ces capacités pourrait constituer une issue durable pour la plupart d'entre eux.

### 3. CHANGEMENTS ET CONTRAINTES

#### Démographie

Les ménages enquêtés comprennent en moyenne 7 personnes dont 3 sont à priori, actives. Deux ménages interviewés sur cinq sont dirigés par les femmes et 7,1% par des veufs ou veuves. Certains ménages hébergent des membres non encore enregistrés par les services du HCR (26%).

Si la taille des familles hôtes demeure relativement stable en dehors de quelques mouvements migratoires liés aux activités économiques, celui des ménages réfugiés augmente insidieusement à cause des arrivées continuelles des populations en provenance de la RCA. La quantité de nourriture à laquelle le ménage a accès serait souvent dérisoire par rapport à sa taille.

Les statistiques du HCR indiquent que 88% des anciens réfugiés appartiennent à l'ethnie Bororo, en majorité musulmans et de tradition éleveur nomade. Le reste est composé de Gbayas (10%) de Pana, Kako, Yakoma, Gbako, Ali et autres (2%) qui sont pour la plupart des chrétiens ou animistes de tradition agriculteur et sédentaire. Les nouveaux demandeurs d'asile installés à Nandougué sont issus majoritairement de Gbayas (80%), mais aussi des Yakoma, des Gbako, des Kako, des Ali et des Haoussa.

L'enquête révèle par ailleurs que les ménages enquêtés qui sont dirigés par les femmes ont tendance à être en insécurité alimentaire sévère ou modérée, avec 22% de ménages touchés contre 18% chez les hommes. Il en est de même des ménages des ménages dont le chef est séparé ou divorcé (46%), célibataire (40%) ou veuf(ve) (36%).

6. Réduction des dépenses de santé ; Consommation de cultures immatures ou de semences destinées à la prochaine saison ; Réduction des dépenses d'agriculture ; Vente de biens de production ; etc.

## Education

Depuis l'arrivée des réfugiés dans les régions de l'Est et l'Adamaoua, plusieurs actions ont été menées en faveur de la scolarisation des enfants de 6-14 ans issus de la population hôte et réfugiée, malgré la réticence des parents centrafricains qui ont, pour la plupart reçus uniquement l'instruction coranique. Tout d'abord, en fonction des besoins du gouvernement camerounais, des modules de classes ont été construits dans ces régions, en particulier dans les localités visitées. Par ailleurs, la sensibilisation permanente, les primes décernées aux meilleures élèves par le HCR et ses partenaires, l'appui scolaire à travers le paiement des frais de scolarité<sup>7</sup> d'APEE, les dotations en fournitures scolaires (UNHCR, UNICEF) et le bon accueil réservé aux élèves réfugiés dans les écoles ont motivé les parents réfugiés à envoyer progressivement leurs enfants à l'école, ce qui a contribué à établir le taux brut de scolarisation à 52% chez les réfugiés et à 71% dans la population hôte, le taux brut de déperdition scolaire étant de 11% chez les réfugiés. Toutefois, avec la croissance des effectifs d'enfants scolarisables dans les villages et l'insuffisance d'enseignants, de matériel didactique et de mobilier, des efforts restent encore à accomplir pour relever le niveau scolaire des enfants jugés par ailleurs bas par les parents. A titre d'exemple, l'école primaire de Kwele et de Béké-Chantier disposent de très peu de classes où tous les élèves du cycle primaire (6 groupes pédagogiques) reçoivent les enseignements dispensés par deux instituteurs. Hormis Kentzou, Gbiti, Sabongari (Garou-Boulai) et Ngaoui, toutes les autres localités visitées disposent en moyenne de trois (3) salles de classes pour un cycle primaire complet.

## Santé

La couverture sanitaire reste préoccupante<sup>8</sup> dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua qui comptent 179 aires de santé pour une population d'environ 1 817 590 personnes. De plus, seulement 33% de structures sanitaires fonctionnent à plein régime avec un bâtiment construit en matériaux définitifs, un équipement médical acceptable, un personnel formé et un comité de gestion tandis que 18% en sont quasiment privées<sup>9</sup>. Dans les villages ne disposant pas de centre de santé, les habitants sont souvent contraints d'évacuer les malades vers des centres de santé éloignés où les soins ne sont pas à la portée des petites bourses. À Kwele, Borguene, Al Hamdou et à Béké Chantier par exemple, les populations pensent que le manque de formation sanitaire à leur proximité, a conduit à des pertes en vies humaines notamment lorsqu'elles ont été confrontées à des conditions urgentes comme les accidents de circulation, la morsure de serpent, etc. Cette situation ne justifierait-elle pas aussi en partie, la présence de malade dans la quasi-totalité

des ménages visités, surtout chez les réfugiés dont les subventions pour les soins de santé en faveur des couches âgées de moins de 5 ans et de plus de 55 ans, ont été suspendues par le HCR ? C'est donc à juste titre que les soins de santé absorbent une part importante des dépenses chez les réfugiés, comme il a été relevé plus haut. Par ailleurs, la qualité de l'accueil et l'absentéisme du personnel soignant n'encouragent pas les populations, surtout réfugiés, à fréquenter certains centres de santé, comme il a été relevé à Gbiti et à Nandoungue. Dans le site de Nandoungue, l'humidité permanente sous les tentes pourrait affecter à long terme la santé des réfugiés fragiles qui y vivent, surtout ceux ne disposant pas de moustiquaire ou de matériel de couchage.

Les maladies les plus fréquentes dans ces régions sont la malaria, les infections respiratoires aiguës, la diarrhée, la gastro-entérite et le VIH/SIDA. Le taux de prévalence du VIH SIDA au sein de la population réfugiée serait de 3.5% qu'il faut comprendre en tenant compte du caractère sporadique des dépistages dû aux ruptures fréquentes des tests de dépistage et au manque d'intérêt des populations à se faire dépister. Toutefois, le programme de lutte contre le VIH/sida du HCR compte 226 cas enregistrés dont 75 sont sous protocole ARV.

## Eau, hygiène et assainissement

Depuis le début de l'assistance aux réfugiés, le HCR a soutenu la construction ou la réhabilitation de 235 puits protégés, 180 forages et 200 latrines et incinérateurs, mais certains villages n'ont pas été dotés de ces infrastructures. L'insuffisance d'infrastructures sociocommunitaires ou leur défectuosité constatée dans certaines localités provoquent parfois des affrontements entre les autochtones et les réfugiés dont la taille ne cesse de grandir. A titre d'illustration, les villages Kwele et Sandji II disposent respectivement de 3 et 2 forages dont 1 est en panne. Dans le site des nouveaux réfugiés de Nandoungue, l'unique forage existant n'est pas fonctionnel. La multiplicité des points d'eau en panne dans ces régions amène à se demander si les comités de gestion des points d'eau mis en place dans les communautés et les artisans réparateurs de pompes ayant été formés sur l'entretien de ces infrastructures jouent pleinement leur rôle.

7. le HCR a pris en charge les frais de scolarité de 12 320 élèves au primaire et 203 au secondaire, depuis l'arrivée des réfugiés.

8. 1 médecin pour 13 468 habitants en 2007, contre 1 médecin pour 1 000 habitants recommandé par l'OMS

9. Document UNHCR.

Ces difficultés à s'approvisionner en eau potable obligent certains réfugiés à recourir à l'eau de la rivière ou du marigot pour la boisson et l'usage ménager, comme il a été fait mention à Gbiti, Nandoungue et Sandji II. Dans le meilleur des cas, les réfugiés se ravitaillent ailleurs dans le village, si cela est possible, moyennant une redevance mensuelle. Il est donc aisé de comprendre pourquoi les maladies hydriques y sont fréquentes.

Pour ce qui concerne les toilettes publiques construits dans certains villages, leur faible nombre, leur gestion et leur entretien constituent des freins par rapport fonctionnement escompté. Dans le site de nouveaux réfugiés de Nandoungue par exemple, il existe deux douches et deux toilettes pour environ neuf cent usagers. A Kwele, seuls le président des réfugiés et ses proches utilisent les toilettes publiques dont ils se chargent également de l'entretien. Afin de parvenir à un meilleur résultat, le HCR envisage de transférer la gestion des infrastructures d'hygiène et d'assainissement aux instances communales et publiques (sous-préfet, maire, chef de village...). De même, un processus de renforcement des capacités communautaires a été initié à travers certains programmes (PNDP) et partenaires (PU, IRD, etc) pour l'appropriation des infrastructures sociocommunautaires.

## Economie

Habitant essentiellement les zones rurales, les populations de l'Est et de l'Adamaoua pratiquent, pour la plupart, l'agriculture, l'élevage et les petits métiers du secteur informel tels que le petit commerce, la vente des bois ou de la paille, etc. Dans la région de l'Est, les activités économiques sont dominées par l'exploitation forestière et l'agriculture de subsistance auxquelles il faut ajouter l'exploitation minière artisanale. Dans l'Adamaoua, les activités dominantes sont l'élevage bovin et l'agriculture. A la base éleveurs pour la majorité mais ayant perdu leur bétail dans leur pays d'origine et éprouvant des difficultés à reconstituer le cheptel, les réfugiés centrafricains de l'Est et de l'Adamaoua poursuivent tout doucement leur reconversion en agriculteurs, avec l'appui des partenaires.

Dans les villages d'exploitation minière tels que Béké-Chantier, Nandoungue, Borguene et Gbiti, les populations consacrent l'essentiel de leur temps à la recherche des minerais (or, diamant) dont elles estiment le gain immédiat comparativement aux activités agricoles. A Batoua-Godole, les personnes actives vont même jusqu'à désertier le village pour exercer l'orpaillage en RCA. Cette activité pourrait en partie justifier le faible attrait des enfants pour les activités scolaires, le manque

d'intérêt pour une agriculture extensive et la faible productivité agricole dans ces zones. Or, la rentabilité des minerais est aléatoire et certains ménages réfugiés et autochtones doivent contracter des dettes pour satisfaire les besoins alimentaires et sanitaires. Par ailleurs, pendant l'intersaison, les ménages survivent aussi grâce aux petits travaux journaliers qui ne rapportent pas un revenu consistant (gardiennage, aide familial, moto taxi, cafétéria, pousse-pousse, tissage de paille, ...). Certains réfugiés possèdent des qualifications (mécanicien, menuisier, sérigraphie, coiffeur, maçon, brodeur, etc) pouvant être mises à profit pour dynamiser l'économie locale. Quelques nouveaux réfugiés du site de Nandoungue survivent grâce aux trocs d'actifs contre la nourriture.

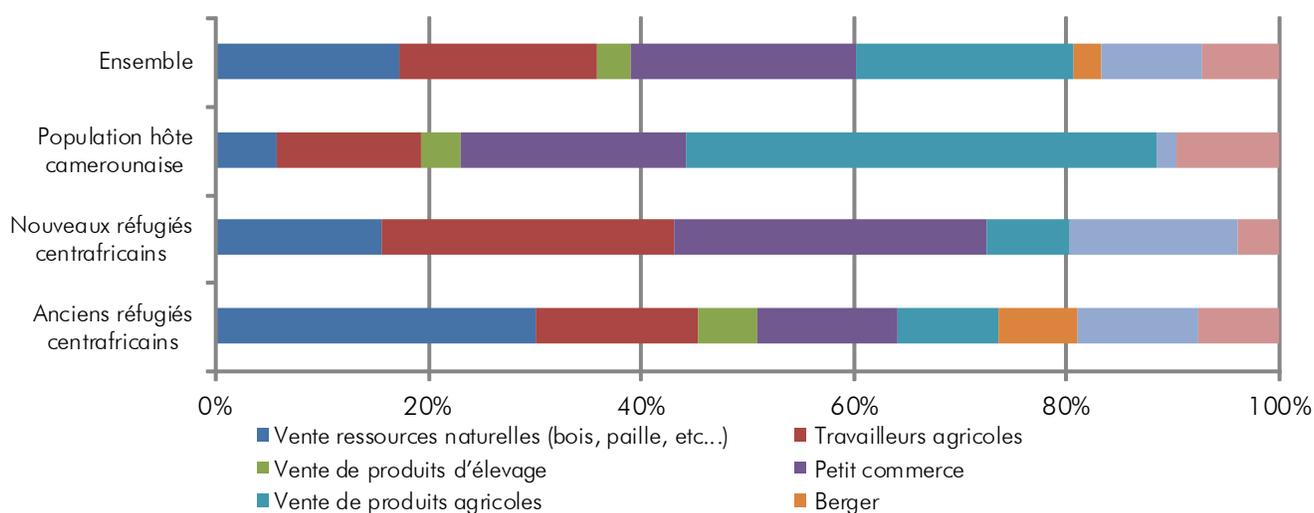
Dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, les activités génératrices de revenus (AGR) réalisées avec l'appui des partenaires, occupent également les populations hôtes et réfugiées, notamment les 1 000 femmes dont les capacités ont été renforcées en la matière sous l'impulsion du HCR. La moitié d'entre elles ont bénéficié de microcrédit et le besoin d'appui dans ce sens a été relevé dans la quasi-totalité des villages visités, surtout en faveur des ménages dirigés par les femmes. L'exercice des AGR reste une activité importante pour les femmes autochtones. Malgré les résultats probants obtenus dans la mise en œuvre, ces AGR souffrent également d'appropriation par les communautés et de pérennisation par la suite. En effet, certaines activités ont périclité aussitôt que le partenaire s'est retiré, après le premier cycle de récolte ou à l'apparition des premières difficultés, telles que relevé par exemple à Ngaoui, Batoua-Godole, Al Hamdou et Mbile (ferme, champ, étangs), ce qui appelle à s'interroger sur l'autonomisation souhaitée pour les communautés bénéficiaires, à leurs capacités à se prendre en charge et à l'approche utilisée. Vraisemblablement, après le premier cycle de l'activité sous encadrement du partenaire, la communauté n'est pas souvent outillée à la poursuite par manque de moyens, par négligence ou à cause de mésentente entre les personnes qui en constituaient le moteur.

A la phase actuelle d'autonomisation, il serait convenable de mettre sur pied une stratégie de développement qui privilégie les AGR à partir des moyens propres du groupe, en renforçant les capacités des femmes leaders pour un suivi communautaire<sup>10</sup>.

L'analyse des sources de revenus des ménages enquêtés a permis de dégager 8 groupes de moyens d'existence dont les quatre principaux semblent indiquer une constance dans le temps. Tout d'abord, les petits commerçants semblent être les plus nombreux (21%) et peuvent subsidiairement tirer leurs revenus en opérant comme des démarcheurs. Les ménages des nouveaux réfugiés appartiennent pour la plupart à ce

groupe (29%). Ensuite, viennent les vendeurs de produits agricoles (21%) où se retrouvent la majorité des ménages de la population hôte (44%). Enfin, les travailleurs agricoles (19%) et les vendeurs de bois ou de paille (19%) clôturent ce quatuor. Certains ménages de nouveaux réfugiés (28%) effectuent des travaux champêtres pour des tiers tandis qu'une part non négligeable de ménages d'anciens réfugiés s'adonne toujours à la vente de bois/paille (30%). Par ailleurs, une frange des ménages réfugiés ont pour principale source de revenu l'assistance et les aides multiformes (9% chez les anciens et 8% chez les nouveaux) telle qu'il apparaît dans le graphique 9 ci-dessous

Graphique 9 : Répartition (%) des groupes des moyens d'existence selon les groupes de l'étude (JAM 2013).



Il découle aussi de l'étude que les groupes de travailleurs agricoles, d'assistés et de vendeurs de ressources naturelles comptent en leur sein les plus grandes proportions de ménages enquêtés et en insécurité alimentaire sévère ou modérés, respectivement 38%, 33% et 26%.

L'arrivée des réfugiés aurait provoqué l'inflation dans certaines localités mais cette situation peut tout aussi être attribuable aux longues distances qui séparent certains villages des zones d'approvisionnement et à la détérioration des voies de communication. A Borguene, Ngaoui, Al Hamdou, Béké-Chantier par exemple, la détérioration des infrastructures routières ne permet pas aux producteurs de ces localités d'écouler facilement leurs

produits et aux distributeurs, d'y acheminer les produits de première nécessité. En outre, dans les villages frontaliers, la terreur imposée par les coupeurs de route à un certain moment, a entraîné la disparition de plusieurs marchés et oblige ainsi les populations à aller s'approvisionner dans des marchés principaux, pour certains produits<sup>11</sup>. Aussi, la création des marchés n'a tenu compte que du poids démographique des localités en omettant le fait que ces grands centres d'échanges économiques doivent être alimentés par les villages avoisinants.

10. UNHCR, Rapport de l'évaluation participative (Age, Gender, Diversity and Mainstreaming) auprès des réfugiés centrafricains à l'Est / Adamaoua du Cameroun, 21-27 janvier 2013.

11. A Ngaoui pour les populations d'Al Hamdou ; A Gbiti pour celles de Béké-Chantier et à Kentzou pour celles de Sandji II.

Il en résulte des prix élevés des denrées de première nécessité liés aux coûts exorbitants de transport. Par ailleurs, la fluctuation des prix est saisonnière dans la zone. En effet, les périodes des récoltes (Août et Décembre) sont caractérisées par des prix bas alors que les périodes des semis présentent une tendance à la hausse des prix surtout pour les cultures saisonnières. Le niveau des prix, pour les cultures de long cycle et les denrées importées (riz, huile, poisson), dépend de la conjoncture internationale mais également du niveau de production.

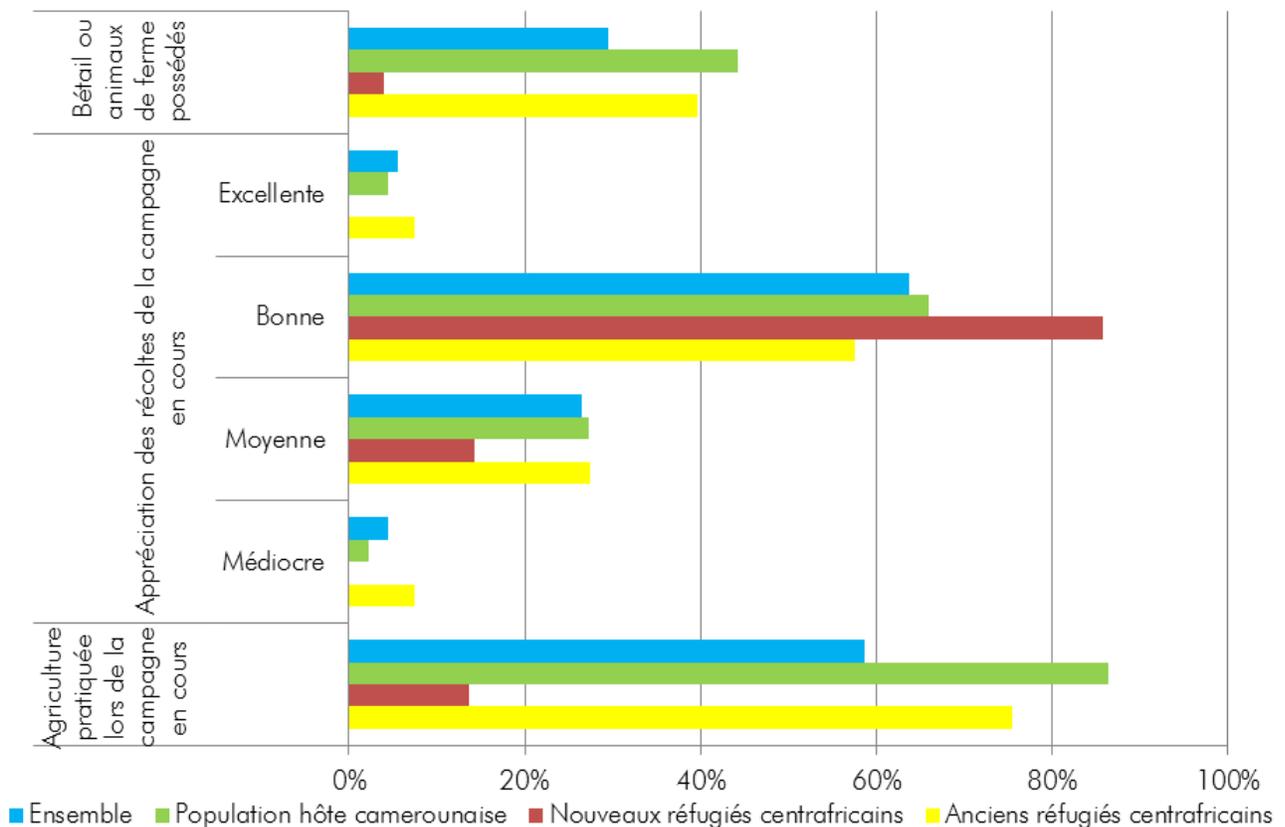
Au final, les prix pratiqués sur les marchés font que les aliments sont hors de portée des ménages de petite bourse tant chez les autochtones que chez les réfugiés, notamment en ce qui concerne les prix des céréales et des protéines animales. C'est le cas des villages ayant accueilli de nouveaux réfugiés tels que Nandoungue, Kentzou, Garoua-Boulaï.

## Agriculture

De manière générale, les populations rurales de l'Est et de l'Adamaoua exercent l'agriculture. Il ressort de l'enquête que 3 ménages enquêtés sur 5 ont pratiqué l'agriculture pendant la saison en cours. Même les nouveaux réfugiés s'y adonnent déjà (14%) mais de façon très modeste et sur de très petites superficies (moins d'un hectare) dégagées aux alentours de leur site de recasement à Nandoungué. Ils y cultivent surtout

des légumes. Certains agriculteurs pensent que les récoltes de cette saison 2013/14 s'annoncent moyenne à médiocre (31%) telle que le montre le graphique 10 ci-dessous. Par ailleurs, les récoltes de l'année précédente 2012/13 ont permis aux ménages de satisfaire leurs besoins alimentaires pendant 5 à 8 mois, une partie étant parfois vendue pour satisfaire d'autres besoins du ménage.

Graphique 10 : Pourcentage (%) des ménages réfugiés et autochtones pratiquant l'agriculture ou l'élevage. (JAM 2013)



La pratique de l'agriculture suppose l'accès à la terre. A Béké-Chantier, Gbiti, Kwele, Kentzou, les superficies cultivées sont souvent réduites, ne dépassant pas un hectare et ne permettant pas toujours aux ménages de constituer des stocks alimentaires suffisants. Elles sont généralement fonction de la force de travail des membres du ménage, des activités secondaires exercées ou des possibilités d'accès à la terre. Les agriculteurs sont en général des autochtones propriétaires terriens dont une minorité cède gratuitement des terres arables aux réfugiés. Mais, il paraît qu'après la première récolte, les terres ainsi offertes leur soient retirées dans certaines localités. Les femmes autochtones ont un accès libre aux terres agricoles tandis que les femmes réfugiées cultivent la plupart du temps, des jardins de petites superficies et prélevés des parcelles octroyées au chef de ménage. Elles y cultivent généralement des légumes vertes et des feuilles condimentaires. Dans certains villages comme à Nandoungue, les anciens réfugiés ont loué des terres et réalisé un champ communautaire avec l'appui de l'IRD. Au sein du ménage, le chef et son épouse cultivent souvent chacun son champ puis décident de l'utilisation des récoltes. Pour alléger la charge du travail agricole, certaines populations comme celles de Sandji II, procèdent à une entraide communautaire pour labourer les champs individuels. Dans certains villages, la force de travail des réfugiés serait abusivement exploitée par la population hôte avec la promesse d'une cession de parcelle pour pratiquer l'agriculture. Certaines femmes réfugiées affirment être peu habituées à la pratique de l'agriculture qu'elles trouvent particulièrement pénible.

La pratique de l'agriculture souffre de la destruction des cultures par les petits animaux (les rongeurs, les oiseaux, les termites, etc) et surtout par le bétail qui obligent les populations à s'éloigner de ces villages pour exercer cette activité. C'est sans doute pour cette raison que la construction de barrières autour des champs constitue l'une des priorités pour les populations hôtes et réfugiés agriculteurs de la région de l'Adamaoua. L'absence d'intrants et du petit outillage agricole surtout pour les réfugiés, est tout aussi préjudiciable à la pratique de l'agriculture. Aussi, les agriculteurs ne prélèvent pas toujours des semences de leurs récoltes pour la campagne suivante et se résolvent ainsi à en emprunter pendant la période de semis au point d'hypothéquer à l'avance une partie de leurs récoltes.

Le manque de conseils agropastoraux limite également la productivité dans plusieurs localités tout comme l'inaccessibilité aux multiples produits agropastoraux proposés à des coûts élevés aux populations hôtes et réfugiés pauvres, comme à

Borguene où est présent un technicien agropastoral. Le transport des récoltes des champs vers les ménages, les difficultés à conserver ou à transformer les produits agricoles (moulins, décortiqueuse, etc), l'infertilité progressive des terres autour des agglomérations et l'insécurité à proximité de la frontière de la RCA avec le Cameroun, sont d'autres problèmes auxquels les agriculteurs de ces régions sont confrontés. L'attrait des jeunes et des adultes par l'exploitation minière, les distances à parcourir et la défectuosité des voies de communication sont également d'autres obstacles au développement de l'agriculture rurale.

Sur le plan alimentaire, les ménages en insécurité alimentaire sévère ou modéré se retrouvent davantage auprès des ménages enquêtés n'ayant pas pratiqué l'agriculture pendant la campagne en cours (38%) que ceux l'ayant exercée (6%).

## Elevage

Une partie de la population hôtes et réfugiée de l'Est et de l'Adamaoua pratique également l'élevage. L'enquête révèle que certains ménages enquêtés possèdent du bétail ou des animaux de ferme (30%), très majoritairement au sein la population hôte camerounaise (44%) et des anciens réfugiés (40%). Les ménages éleveurs d'anciens réfugiés centrafricains semblent posséder un cheptel de taille plus importante (UBT : 1,08 contre 0,46 dans la population hôte). La pratique de l'élevage à grande échelle met en jeu au moins quatre acteurs à savoir le propriétaire du bétail, le berger, l'intermédiaire de vente et le transporteur. L'aspiration aux gains de chacun sur la filière a une influence sur le prix de la viande vendue aux consommateurs. Il arrive même que le gain de l'intermédiaire dépasse de loin celui du berger qui accomplit la tâche la plus difficile.

Dans les deux régions, la pratique de l'élevage souffre du vol du bétail et des épizooties. Les populations hôtes et réfugiés se rejettent mutuellement la responsabilité de ces vols dans plusieurs localités. Les populations hôtes visitées estiment ne pas être suffisamment encadrées sur les questions agropastorales tandis que les éleveurs réfugiés trouvent que les pâturages sont quasi inexistantes pour leurs bêtes, ce qui conduit régulièrement à la dévastation des champs par le bétail, même dans les villages de l'Adamaoua où la segmentation en zones (habitation, agriculture, élevage) a été opérée.

Par ailleurs, les ménages en insécurité alimentaire sévère ou modérée semblent posséder moins d'animaux, avec un UBT égal à 0,29 contre 0,58 pour les autres.

## Social et protection

Bien que les anciens réfugiés semblent intégrés dans la communauté d'accueil et que la cohabitation paraisse pacifique dans l'ensemble<sup>12</sup>, des signes de discordes entre les autochtones et les réfugiés existent par endroits. Dans certains villages comme Sandji Il et Kentzou, les autochtones accusent les réfugiés de vol et d'être à l'origine des décès des animaux domestiques. Dans d'autres localités, les autochtones estiment être méprisés par les réfugiés qui se comportent en usagers privilégiés des ouvrages sociocommunitaires (points d'eau, latrines, etc.). Le non-paiement des frais d'entretien de ces infrastructures par la population hôte, même par les membres du comité de gestion de ces infrastructures contribuerait aussi à créer des climats de tension. A Nandoungue, les nouveaux réfugiés sont confrontés à l'hostilité tout d'abord, de la population hôte qui se retrouve en situation de devoir partager à nouveau les ressources naturelles disponibles, puis des anciens réfugiés contre qui ils traînent un vieux conflit commencé dans leur pays d'origine. Les différends agropastoraux ne parviennent pas souvent à trouver des résolutions durables même lorsqu'ils sont portés devant une autorité administrative. Le dispositif de règlement des conflits agropastoraux existant ne satisfait pas les différentes parties prenantes. Il est à noter que ces conflits sont plus marquants dans l'Adamaoua qu'à l'Est en raison de la rareté des espaces de pâturages et de la prédominance de l'élevage dans la région de l'Adamaoua. Les conflits entre les communautés en étude affectent les moyens de subsistance et de ce fait, inhibent toute possibilité pour que les deux mènent des activités pouvant assurer leur autosuffisance alimentaire.

Entre janvier et juin 2013, le HCR a enregistré officiellement 1175 nouveaux demandeurs d'asile provenant de la RCA dont plusieurs se déclarent étudiants. Une opération d'identification permettra de définir définitivement le statut de ces derniers dont l'impression donnée par certains (recasés au site de Nandougué), laisse penser qu'ils s'estiment juste en transit pour d'autres destinations comme Yaoundé, Douala ou même l'Europe. Dans tous les cas, le besoin d'établir ou de renouveler les documents de protection telle que la carte de réfugié est pressant pour les anciens et nouveaux réfugiés.

En ce qui concerne le retour en RCA, la quasi-totalité des ré-

fugiés (ancien et nouveaux) ne l'envisagent pas à court ou moyen terme compte tenu de la situation politique précaire qui y prévaut. Dans le meilleur des cas, les nouveaux arrivants envisagent de retourner dans leur pays d'origine dans un délai de dix-huit mois qui correspond à la durée de la phase transitoire demandée par la junte au pouvoir. Dans la même optique, les jeunes du site de Nandoungué en cours de scolarité pensent songer à rentrer en RCA seulement après l'élection présidentielle dans leur pays. Aussi, certains réfugiés peuls justifient leur réticence à retourner en RCA « *parce qu'un peul n'a pas de village, il est un nomade par nature et s'installe là où la vie lui est paisible. De plus les enfants sont scolarisés au Cameroun alors qu'en RCA, il n'y avait pas d'école dans leur village* » (Ancien réfugié de Nandoungue).

Au site de regroupement de Nandoungue, certains demandeurs d'asile sont mineurs et non accompagnés. Il est donc possible que des membres de leurs familles soient dispersés dans le pays d'accueil. Avec sa barrière de fortune, ce site ne répond pas encore à toutes les normes de sécurité et social exigible et des actions en vue de l'ériger comme tel sont à encourager. Toutefois, pour l'implantation d'un camp à cet emplacement sur une longue période, des actions de plaidoyer à différents niveaux sont nécessaires, notamment auprès du chef de ce village dont la position aurait été reconsidérée à cause des frictions entre réfugiés et autochtones, alors qu'il avait spontanément accepté l'idée au départ. En outre, la précarité qui y prévaut aurait entraîné des départs non signalés vers d'autres localités de la région de l'Adamaoua,

Sur le plan sécuritaire, les coupeurs de route ont encore sévi pendant les jours de marché et des cas de violence physique ont été enregistrés dans les champs, notamment à Mborguene dans la région de l'Est et à Ngaoui, Batoua-Godole et Djohong dans l'Adamaoua. Fort heureusement, l'intervention instantanée du BIR a souvent dissipé toutes velléités. Dans certains villages frontaliers<sup>13</sup>, les populations redoutent aussi l'arrivée des rebelles centrafricains comme à Batoua-Godole où des cas d'enlèvements ont été signalés. La matérialisation de la frontière n'étant pas nette dans ces villages, leurs populations sont exposées aux possibles exactions des rebelles centrafricains.

12. UNHCR, Rapport de l'évaluation participative (AGDM) auprès des réfugiés centrafricains à l'Est/Adamaoua du Cameroun ; 21 – 27 janvier 2013.

13. Kentzou, Al Hamdou, Ngaoui, Garoua-Boulai, Batoua-Godole

## Interdépendances entre les interventions

Une disponibilité de vivres (manioc, maïs, légumineuses, etc...), en abondance et variée est favorable à une bonne diète, réduit les risques de malnutrition, de carence en micronutriments et d'insécurité alimentaire. Les localités visitées hébergent des populations démunies (réfugiés et hôtes) bien qu'actives sur le plan économique. Les terres sont fertiles (surtout à l'Est) et sous-exploitées. Les cultures récoltées des champs sont aussitôt commercialisées. Cette pratique affecte négativement la disponibilité des aliments. Quelques mois après les récoltes, les agriculteurs n'ont plus accès aux aliments dont ils ont besoin et qu'ils avaient pourtant produits. Le bétail est vendu aux grands commerçants des villes au détriment de la satisfaction des besoins alimentaires des autochtones et des réfugiés installés dans les villages. Or, avec un appui structuré, les ressources humaines locales peuvent être mises à contribution pour satisfaire la plupart des besoins en infrastructures sociocommunautaires et même alimentaires.

Distribuer des vivres pour répondre aux besoins alimentaires ou financer la construction des ouvrages à usage collectif sans la contrepartie des communautés ne saurait être une action pérenne ni soutenable à long terme. Pour résorber l'indisponibilité alimentaire et favoriser l'autosuffisance alimentaire autant pour les réfugiés que pour les populations hôtes, il serait judicieux de mettre toutes les composantes sociales au travail en exploitant les atouts de leur environnement. Les interventions non alimentaires doivent servir à encadrer les communautés à atteindre les objectifs qu'elles se fixent elles-mêmes et à utiliser de façon adéquate les ressources à leur disposition. Il s'agit notamment de l'accompagnement des communautés sur les plans agropastoral, nutritionnel, diététique, sanitaire, microéconomique. La construction/réhabilitation des centres de santé et leur mise en fonction réelle réduit les cas de maladies et permet aux forces de travail d'être plus actives. De même, les points d'eau et forages installés permettent de lutter effi-

cacement contre les maladies hydriques et la morbidité/mortalité liée à ces types de maladies. Par conséquent, cela atténue les dépenses en santé des ménages. Le reprofilage des pistes rurales et l'aménagement des ponceaux rendent plus accessibles les communautés les plus productives par les commerçants pour leurs approvisionnements. L'amélioration des voies de communication affecte aussi positivement l'attrait des zones reculées par les distributeurs des produits de grande consommation. Les interventions alimentaires viendront booster l'énergie des communautés qui choisissent de résoudre leurs propres difficultés sociales par des actions collectives autocontrôlées. Les appuis alimentaires favoriseraient aussi le transfert du capital familial qui était investi dans les soins de santé et à l'achat des aliments vers des actifs productifs qui rapportent une plus-value au capital financier du ménage.

## Coordination

La plupart des autorités locales des régions (gouverneur, préfet, sous-préfet,) ayant accueilli les réfugiés viennent d'être renouvelés et un cadre de concertation de toutes les sensibilités politiques et administratives a été mis en place dans les circonscriptions d'intervention (régions) sur la demande des humanitaires. Mais, la dynamisation de ce cadre est encore confrontée à certaines pesanteurs. Les sous-bureaux des agences des Nations unies présents à l'Est ont aussi mis en place trois clusters (sécurité alimentaire, santé, éducation) qui se réunissent mensuellement pour discuter des avancées et des contraintes de leurs interventions. Le fonctionnement actuel de ces clusters est approximatif et il faudrait davantage favoriser la concertation pré, pendant et post interventions pour permettre une harmonisation de l'utilisation des ressources et éviter le chevauchement des appuis sur les mêmes cibles et dans les mêmes zones. En 2013 en l'occurrence, le HCR a prévu de couvrir en priorité 192 sites dont le choix pourrait faire l'objet d'un partage d'information afin que tous les acteurs y fassent converger leurs interventions durant l'année en cours.

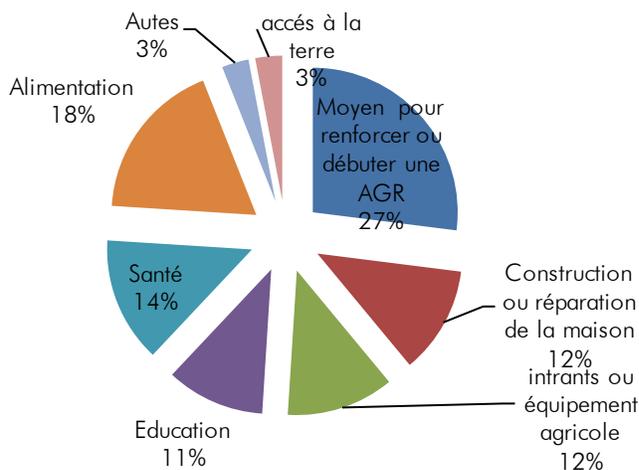
## Environnement

Individuellement ou en groupe, les réfugiés développent la vente du bois de chauffe. La conséquence sur l'environnement est visible, au regard des espaces de forêt de plus en plus aérés autour des grands regroupements de réfugiés. La déforestation, certes à petite échelle, autour des villages tels que Ngaoui, Djohong, Kentzou pourrait être évitée en amenant les ménages à utiliser des foyers améliorés en plus du reboisement avec des arbres fourragés/fruiliers selon une technique appropriée et accompagné d'un suivi conséquent. Les modèles de foyer amélioré en expérimentation à Nandoungue pourraient faire l'objet d'une promotion dans ce cadre. Mais, une telle approche nécessitant des investissements conséquents, il serait utile de solliciter l'implication de l'UNEP. Des campagnes de reboisement dans ces régions seront dans un futur proche une nécessité.

## Genre

La majorité des ménages enquêtés est constituée d'hommes. Leur avis est prépondérant dans les choix d'utilisation des récoltes dans la mesure où leur champ est généralement le plus grand du ménage (agriculteurs autochtones et réfugiés) et ce

Graphique 11 : Principales priorités actuelles des ménages hôtes et réfugiés enquêtés (JAM 2013)



sont eux qui détiennent le plus grand cheptel (pour les éleveurs surtout réfugiés). Comparativement aux hommes, les femmes autochtones cultivent de petites surfaces ou des jardins familiaux autour de la maison (femmes réfugiés) pour cultiver les légumes utilisés au foyer. Le petit commerce est exercé par les femmes camerounaises. Une infime minorité des femmes réfugiées reçoivent l'aval de leur conjoint pour s'adonner au commerce. La plupart du temps ce sont leurs enfants qu'elles convient à cette activité. Les ménages des deux groupes sont plus favorables à scolariser les garçons que les filles plutôt destinées aux travaux champêtres, au petit commerce ou à une responsabilisation sociale précoce à travers des activités au foyer.

## Priorités

Les ménages enquêtés ont exprimé comme principales priorités actuelles les moyens adéquats pour réaliser ou renforcer des activités génératrices de revenus (27%), la satisfaction de leurs besoins alimentaires (18%), leur santé (18%), des intrants ou équipements pour pratiquer l'agriculture (12%) et la poursuite des études ou de la formation professionnelle (11%) telles qu'illustré sur le graphique 11 ci-après.

L'appui pour la réalisation des activités génératrices de revenus demeure la principale priorité dans les trois groupes d'intérêt de l'étude, soit à 23% pour les anciens réfugiés, 34% pour les nouveaux réfugiés et 23% pour la population hôte. Mais la deuxième priorité varie du besoin d'intrants agricoles pour les populations hôtes (19%), les besoins d'éducation pour les anciens réfugiés (17%) à la satisfaction des besoins alimentaires pour les nouveaux réfugiés (30%).

# CONCLUSION

**Malnutrition** : La malnutrition affecte autant les populations hôtes que réfugiés dans les deux régions. L'enquête SMART de 2011 a révélé que le taux de malnutrition aigüe globale des réfugiés dépasse le seuil critique (15%) de l'OMS. La même année, l'EDS-MICS a montré que la MAG concerne une personne sur seize dans la population hôte.

**Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire** : Aussi bien les réfugiés que les populations hôtes sont vulnérables à l'insécurité alimentaire. Ils résident dans des zones les moins productives des deux régions, ce qui ne facilite pas la disponibilité alimentaire. En outre, leur accessibilité limitée aux aliments est liée au manque d'infrastructures commerciales, aux types de cultures pratiquées, aux habitudes alimentaires peu variées des populations, à la gestion des stocks d'aliments constitués par les ménages, aux difficultés d'accès à la terre, aux techniques agricoles encore rudimentaires et à la quasi absence des semences améliorées et d'encadrement technique des producteurs. Cette réalité entrave toute perspective d'auto-suffisance à moyen et long terme pour les deux groupes. Les limites de la disponibilité en produits de première nécessité placent les populations en situation de vulnérabilité de différents degrés.

Selon les résultats de l'enquête, en cette période de soudure le marché constitue la principale source d'aliments pour 77% des ménages. L'assistance alimentaire constitue la deuxième source d'aliment pour les nouveaux réfugiés (10%) et la troisième source pour les anciens réfugiés (3%). La production agricole constitue la deuxième source d'aliment pour les anciens réfugiés (14%) et les populations locale (19%). Les ménages qui allouent la plus grande part de leur dépense globale à l'alimentation sont plus nombreux chez les nouveaux réfugiés (31%). Plus de 90% des ménages chez les anciens réfugiés et chez la population locale ont un score de consommation alimentaire acceptable. 39% des nouveaux réfugiés ont un SCA acceptable alors que 13% parmi eux ont un SCA pauvre. Cependant l'alimentation dans ces ménages est peu équilibrée puisqu'essentiellement composée de tubercules, de céréales et des légumes feuilles. 76% des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire dont 57% en insécurité alimentaire légère, 16% en insécurité alimentaire modérée et 3% en insécurité alimentaire sévère. Les cas d'insécurité alimentaire sévère ont été observés chez les nouveaux réfugiés (8%) qui usent de stratégies d'urgence comme la mendicité pour se nourrir.

**Protection et dynamiques sociales** : Le flux des populations réfugiées augmente continuellement. Pendant que les nouveaux demandeurs d'asile sollicitent l'établissement d'une

carte de réfugié, les anciens réfugiés, quant à eux, attendent le renouvellement de cette pièce. Globalement, il y a une bonne cohabitation entre les populations hôtes et les réfugiées. Toutefois, des antagonismes peuvent parfois survenir entre les deux communautés, principalement quand il s'agit du contrôle des infrastructures de base ou en cas de différends agropastoraux lorsque le bétail appartenant aux éleveurs détruit les champs des agriculteurs.

Les conditions de vie précaires des personnes regroupées au site de Nandoungue appellent à une assistance humanitaire d'urgence du fait que le retour des réfugiés centrafricains n'est pas imminent au regard de la situation qui prévaut en RCA. Mieux encore, ce retour est envisagé dans le meilleur des cas, après la période de transition qui devrait durer dix-huit mois selon le gouvernement de RCA en place. Sur le plan sécuritaire, des attaques sporadiques de coupeurs de routes et des violences physiques dans les champs ont été perpétrés à Mborguene dans la région de l'Est et à Ngaoui, Batoua-Godole et Djohong dans l'Adamaoua.

**Appropriation des infrastructures sociocommunautaires** : L'état de délabrement ou d'abandon de certaines infrastructures sociocommunautaires installées apparaît comme un manque d'appropriation de celles-ci par les communautés bénéficiaires. Cette situation remet en question leur implication dans l'identification des besoins, le renforcement de leurs capacités pour la maintenance des installations, la dynamisation des comités de gestion desdites infrastructures.

# RECOMMANDATIONS

Les résultats de cette enquête et l'analyse des données secondaires ont montré qu'il y a un besoin de continuer l'assistance alimentaire et non alimentaire en faveur des réfugiés et des populations locales pendant une période d'au moins 6 mois.

## Assistance alimentaire

### • Population locale :

Élargir l'assistance alimentaire au sein de ce groupe à travers des activités de types Vivres pour la création d'actifs (Food-For-Assets - FFA) et VCF (Vivre Contre Formation). (PAM/MINADER). Ces activités cibleront principalement les groupes les plus affectés par l'insécurité alimentaire.

### • Anciens réfugiés :

**Distribution Gratuite ciblée :** Affiner le ciblage des bénéficiaires afin que l'assistance alimentaire arrive spécifiquement aux plus vulnérables (HCR/PAM). En effet, selon l'enquête de terrain il existe des ménages réfugiés qui répondent aux critères de ciblage et qui n'ont pas été touchés par l'assistance alimentaire.

**Création d'actif :** élargir ce type d'assistance en faveur des anciens réfugiés à travers la mise en œuvre de FFA et de VCF afin de renforcer l'autonomie et l'autosuffisance de ces groupes (PAM/MINADER). Certains anciens réfugiés ont pu conserver certains actifs (bétail) et accèdent à des terres pour cultiver.

### • Nouveaux réfugiés:

La situation actuelle des nouveaux réfugiés nécessite une assistance générale à travers une Distribution Gratuite de Vivres pour une période initiale de 6 mois (HCR/PAM).

## Assistance nutritionnelle

• Continuer à apporter une assistance nutritionnelle en faveur des enfants, des femmes enceintes et allaitantes et des personnes vivant avec le VIH. Le volet prévention sera pris en compte à travers le conseil pour les actions essentielles en nutrition (AEN) en faveur d'une bonne alimentation. (UNICEF/ PAM).

## Assistance non alimentaire

• Stimuler la pérennisation des initiatives communautaires en créant ou en consolidant des filières de production communautaires relatives à l'agriculture (culture du soja, maraîchage), l'élevage, la pisciculture, l'aviculture (FAO/PAM/MINEPAT)

• Renforcer la cohabitation sociale à travers un plaidoyer auprès des différents groupes (MINEPAT) afin d'assurer un partage équitable et durable des infrastructures et de résoudre les conflits agropastoraux

et domaniaux.

## Protection

• Accélérer la procédure d'identification des nouveaux réfugiés, renouveler les documents de protection expirés et renforcer la surveillance au niveau des frontières et le contrôle des identités (HCR/MINADT).

Ceci permettra aux réfugiés d'accéder plus facilement à l'assistance.

## Evaluation

• Une évaluation des appuis antérieurs en activités génératrices de revenus est nécessaire afin de déterminer leur efficacité et leur durabilité (HCR/ FAO/PAM)

• Une évaluation de la situation nutritionnelle des réfugiés (anciens et nouveaux) devra être faite dès que possible afin de mettre à jour les données nutritionnelles et de réajuster au besoin l'assistance

• Avant la fin des 6 mois d'assistance préconisés c'est-à-dire avant la fin du premier trimestre 2014, une mise à jour de la situation alimentaire des réfugiés, à travers une mise à jour de la JAM, devra être faite pour une réévaluation des besoins

# REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. PAM, HCR, MINEPAT, Joint Assessment Mission, mai 2012
2. UNHCR, Rapport de l'évaluation participative (AGDM) auprès des réfugiés centrafricains à l'Est/Adamaoua du Cameroun, janvier 2013
3. Institut National de la Statistique, Troisième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM 3), Juin 2008.
4. Institut National de la Statistique, MINEPAT, MINSANTE, Enquête Démographique de Santé et à Indicateurs Multiples (EDS-MICS) 2011, Septembre 2012
5. PAM, Standard Project Reports de 2008 à 2012
6. PAM, FAO, MINADER, Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA), 2011
7. UNICEF, Rapports Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions (SMART) de 2010 à 2012
8. PAM, HCR, FAO, FICR, Gouvernement du Cameroun, Evaluation rapide de la sécurité alimentaire et des conditions de vie des ménages dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est Cameroun 2010
9. PAM, Food For Assets report 2012
10. PAM, Evaluation de la sécurité alimentaire des réfugiés centrafricains dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua du Cameroun. Rapport d'analyse des données secondaires, Mai 2013.

# BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?

## AU NIVEAU DU GOUVERNEMENT (MINEPAT)

Philomène NAMA, Chef Service des projets et de la Coopération avec les Organismes de Développement au MINEPAT, Délégation régionale de l'Est.

## AU NIVEAU DU PAM

Jacques ROY : Représentant et Directeur PAM - Cameroun

Email : [jacques.roy@wfp.org](mailto:jacques.roy@wfp.org)

Amadou BOCOUM : Chef du Programme PAM - Cameroun

Email : [amadou.bocoum@wfp.org](mailto:amadou.bocoum@wfp.org)

Anne-Claire MOUILLEZ: Chargé Régional VAM

Email : [anne-claire.mouilliez@wfp.org](mailto:anne-claire.mouilliez@wfp.org)

Malick NDIAYE : Analyste Sécurité Alimentaire

Email : [malick.ndiaye@wfp.org](mailto:malick.ndiaye@wfp.org)

## AU NIVEAU DU UNHCR

Ndeye NDOUR, Représentante du HCR - Cameroun

Email : [ndour@unhcr.org](mailto:ndour@unhcr.org)

